

Université Sidi Mohammed Ben Abdellah



Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales

Département des Sciences Economiques et de gestion.

Semestre 1

Introduction a l'économie

PROFESSEUR: Dr. Mohammed ABDELLAOUI

Année universitaire 2010-2011

Introduction générale

En réalité, il n'existe pas une seule définition de l'économie, mais plusieurs définitions. Chaque définition renvoyant à des réalités sous-jacentes différentes. La définition de l'économie n'est pas consensuelle. Ses contours et son contenu varient en fonction des auteurs et des courants de pensée.

L'économie, c'est quoi ?

L'étymologie du mot

Du grec ancien *oikonomia*, gestion de la maison, constitué d'**oikos**, maison, et **nomos**, gérer, administrer. Etymologiquement, l'économie est l'art de bien administrer une maison, de gérer les biens d'une personne, puis par extension d'un pays. Plus généralement, l'économie est une science sociale qui étudie la production, la répartition, la distribution et la consommation des richesses d'une société. Le principe général qui sous-tend l'économie, en particulier pour les ressources limitées ou rares, est celui de la rentabilité. Elle consiste à consommer un minimum de moyens en vue de réaliser un maximum de profits.

Dans son acception actuelle, ce mot désigne deux réalités distinctes: En premier lieu, l'ensemble des activités généralement regroupées sous ce terme; en second lieu, la science constituée pour étudier ces activités. Les activités économiques sont traditionnellement celles qui relèvent de la consommation, de l'échange et de la production, ou encore de l'épargne et de l'investissement.

On constate que l'activité humaine présente un caractère économique dès lors qu'il y a lutte contre la rareté. L'homme a des besoins nombreux – et susceptibles de s'accroître presque indéfiniment –, et la nature ne lui fournit que des ressources limitées; il doit donc travailler, produire, ce qui signifie faire des choix, organiser socialement travail et production, rendre les produits de son activité complémentaires et plus satisfaisants par l'échange.

Pourquoi tout le monde devrait s'intéresser à l'économie ?

Tout d'abord, étudier les sciences économiques et sociales, c'est mieux comprendre le monde où nous vivons. Pourquoi le prix des loyers à Casablanca est-il plus élevé qu'à Fès ? Pourquoi certaines entreprises licencient-elles alors qu'elles font des bénéfices ?

Pourquoi les prix augmentent-ils rapidement dans certains pays et plus lentement dans d'autres ? Pourquoi les résultats scolaires des étudiants dépendent-ils, pour partie, de leur origine sociale ?

Que font les économistes ? Quels sont leurs buts ? Quelles démarches suivent-ils ?

Les économistes cherchent à établir les principes économiques qui serviront à formuler des politiques visant à résoudre les problèmes économiques.

Ce cours n'est évidemment pas exhaustif. Il ne couvre ni l'ensemble des théories ni l'entièreté du domaine économique. Après réflexion, nous avons aussi décidé d'organiser ce cours en trois chapitres.

- ✓ Le chapitre 1, intitulé « **Nature de l'activité économique et objet de la science économique** » en rappelle les définitions, les fondements et présente les principales méthodes et analyses économiques qui seront utilisées dans le reste de l'ouvrage.
- ✓ Le chapitre 2, intitulé « **Les grands courants de la pensée économique** » éclaire cependant, à l'aide des théories et auteurs sur les principales écoles de la pensée économique contemporaine.
- ✓ Le chapitre 3, intitulé « **L'Economie et les autres sciences** » examine les interactions et relations de l'économie avec les autres disciplines en particulier avec la Sociologie, la Géographie et l'environnement. Chacun peut être abordé indépendamment des autres, même si chacun s'appuie sur les résultats et analyses d'autres chapitres et y renvoie.

Chapitre I. Nature de l'activité économique et objet de la science économique

Maitriser les définitions de l'économie, Connaître les méthodes économiques et porter un éclairage sur les concepts de base de l'économie sont les objectifs de ce chapitre premier.

I- Qu'est-ce que l'économie?

A. Concepts de base

Nous devons d'abord distinguer entre :

L'économie politique L'expression est créée au début du XVIIe siècle et employée à l'origine selon Charles Gide ¹ pour décrire « l'étude de la production économique, l'offre et la demande de biens et services et leurs relations avec les lois et coutumes; le gouvernement, la distribution des richesses et la richesse des nations incluant le budget ». Ce terme d'économie politique conduit à deux problématiques liées : l'approche économique (comment produire davantage ?) et l'approche politique (comment mieux répartir ?).

Antoine de Montchrestien, dans son « Traité de l'Economie Politique » paru en 1615, est considéré comme l'un des premiers à employer ce vocable.

L'Économie politique permet de : *Décrire les mécanismes économiques, analyser la situation actuelle et prévoir l'avenir et aider à la prise de décisions.*

La politique économique : On définit la politique économique comme l'ensemble des moyens mis en œuvre par l'Etat pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés dans le but d'améliorer la situation économique générale du pays. Plusieurs raisons peuvent justifier l'intervention de l'État dans la sphère économique, parmi lesquelles la nécessité de maintenir la cohésion sociale, l'équilibre des marchés ou le libre exercice de la concurrence.

¹ www.wikipedia.org

La **science économique** : peut être défini selon l'analyse économique. Cette dernière tient compte du fait que les hommes éprouvent des besoins illimités, quels qu'ils soient. Cependant, les ressources sont limitées et donc rares. Par exemple, le temps, l'argent ne sont pas inépuisables. Ceci engendre l'obligation de choix dans l'allocation des ressources, et donc un choix dans les besoins que l'on va satisfaire. La science économique se donne pour objectif de résoudre le problème de la rareté des ressources .De manière générale, toute théorie économique manipule des concepts de base qui définissent :

- Des objets économiques² : les constituants de la richesse matérielle et des moyens de la créer et de la faire circuler : marchandises, biens, travail, monnaies, titres, informations.
- Des actes économiques : production, échange, consommation, épargne, par lesquels se créent, circulent et sont détruits les objets économiques.
- Des acteurs économiques, ce sont des sujets, individuels ou collectifs, qui commettent les actes économiques en manipulant les objets économiques. Les acteurs se caractérisent par leurs comportements à l'égard des objets économiques.

1. Objets économiques

Les objets économiques sont les constituants de la richesse dont nous avons emprunté la définition à Smith : « l'étendue des nécessités, des commodités et des agréments de la vie humaine dont un homme peut jouir », ainsi que les moyens de la créer et de la faire circuler.

1.1 Les marchandises: Il faut tout d'abord distinguer, parmi les objets économiques, celles qui sont des marchandises et les autres.

Est une marchandise tout objet économique appropriable, c'est-à-dire sur lequel existe un droit de propriété privé. Ce droit permet à son détenteur d'interdire à tout autre l'usage de cet objet. Ce droit est aliénable. Il peut être transféré, en

² Voir ÉCONOMIE (Définition et nature) Objets et méthodes « Encyclopédie française Universalis » Paris 2008.

échange d'un droit sur un autre objet, par exemple. Une marchandise est donc échangeable.

1. 2. Les biens et les services

Les biens sont les artefacts constituant la richesse et ou permettant de la créer. En pratique, on utilise souvent la notion : « biens et services ». Mais la notion de service est en réalité très mal fondée et recouvre des objets économiques très hétérogènes. Simple combinaison d'artefacts vendus ensemble : un repas au restaurant, une semaine dans un club de vacances ; déplacement dans l'espace d'artefacts : transport, commerce ; formes particulières d'usage d'une force de travail : consultations diverses, ménage, etc.

1. 3. Les ressources naturelles

Tout Bien est issu de ressources naturelles qui fournissent matière et énergie. La terre étant un objet à dimensions limitées, toutes les ressources naturelles sont, d'une façon ou d'une autre "épuisables". Toute production matérielle dégrade l'énergie qu'elle utilise (second principe de la thermodynamique) et produit des déchets.

1.4 Les monnaies

Le mot monnaie désigne tous les moyens de paiement dont les agents économiques disposent. C'est un bien économique, car il a une utilité et il doit être produit (on ne le trouve pas dans la nature) par un agent économique spécifique. C'est aussi un actif qui permet à son détenteur d'acquérir un bien ou un service.

1.5 Les forces de travail

La force de travail, l'ensemble des facultés physiques et morales dont l'homme dispose et qu'il met en action lorsqu'il produit des biens matériels, quelle que soit la forme de la société, est un élément indispensable de la production. Dans une société d'hommes juridiquement libres, la « force de travail » (le terme est de Marx) est appropriable : chacun est en effet l'unique propriétaire de sa force de travail, ce qui

n'était pas le cas des esclaves, ni même des serfs dans le féodalisme, qui n'étaient que très partiellement propriétaires de leur force de travail.

1.6 Les titres

Un titre financier se caractérise par une série de flux futurs de trésorerie qui sont plus ou moins risqués. On distingue les titres représentatifs de capitaux propres (les actions), les titres représentatifs de l'endettement (obligations, billets de trésorerie, certificats de dépôt, bons du Trésor,...) et les titres optionnels ou conditionnels (options).

1.7 Les informations

Absent des premiers modèles économiques, le concept d'information est omniprésent dans les modèles contemporains. Les informations que l'on considère en économie sont celles dont ont besoin les acteurs pour effectuer des actes économiques : produire, acheter, vendre, épargner ou se financer. Il faut en distinguer deux types : l'information codifiable et l'information tacite.

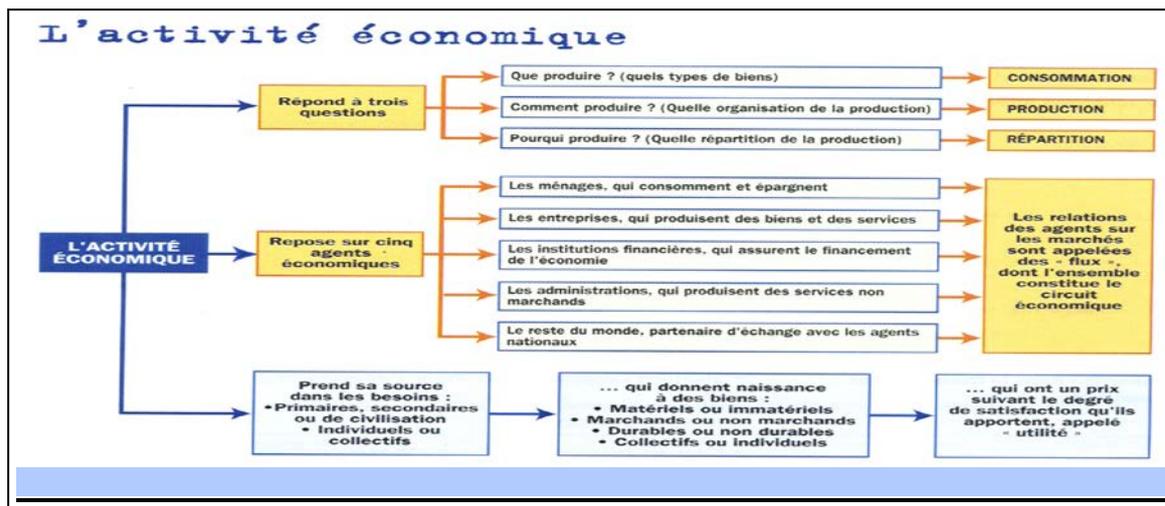
B. Les actes économiques: 3 actes

Nous définissons les actes économiques avant les acteurs économiques, puisque, nous le verrons, les acteurs se définissent fréquemment par la nature de leurs actes.

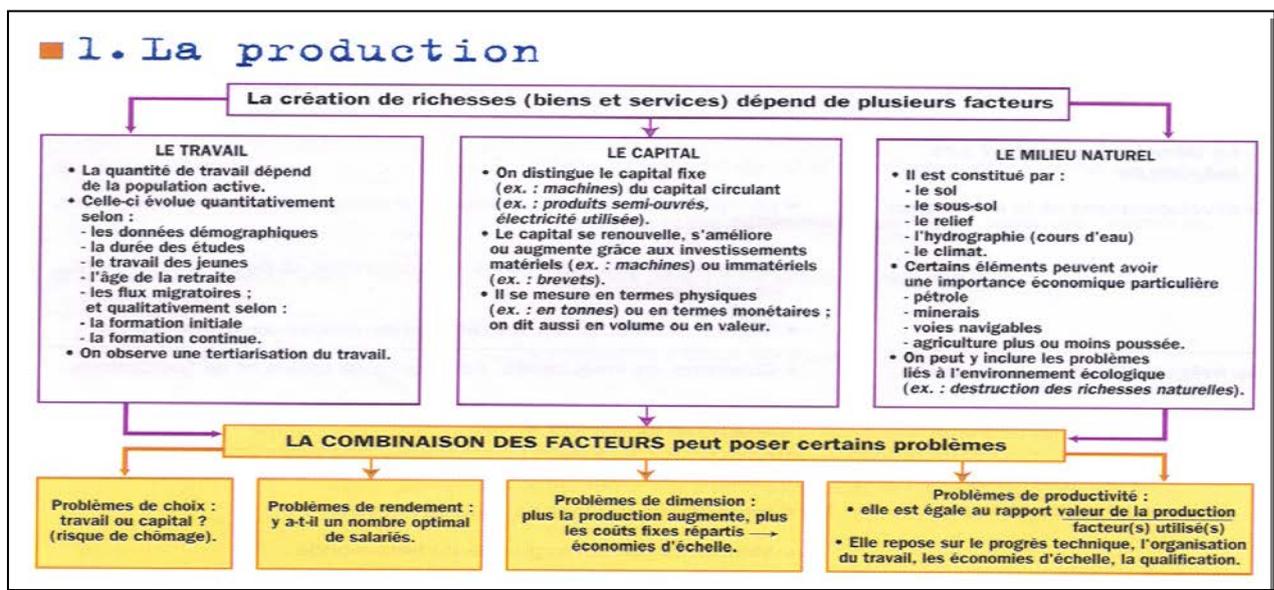
L'activité économique

L'activité économique est définie comme l'échange de biens et de services entre les individus. Pourquoi y a-t-il de l'activité économique?

- Parce que les individus sont différents (préférences, dotations)
- Les individus sont incités à échanger car il y a un gain à l'échange (satisfaction mutuelle des individus).

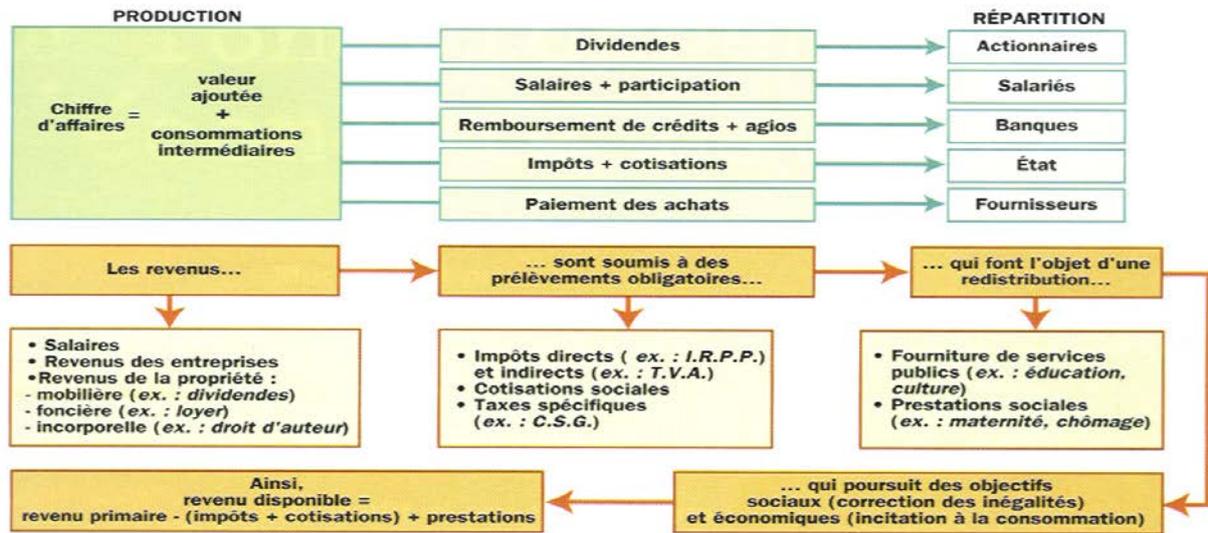


Production : Activité économique consistant à obtenir des biens ou des services en combinant du travail, des machines, des matières premières. La production des entreprises est dite marchande car elle s'échange sur un marché à un prix visant à couvrir les coûts de la production.



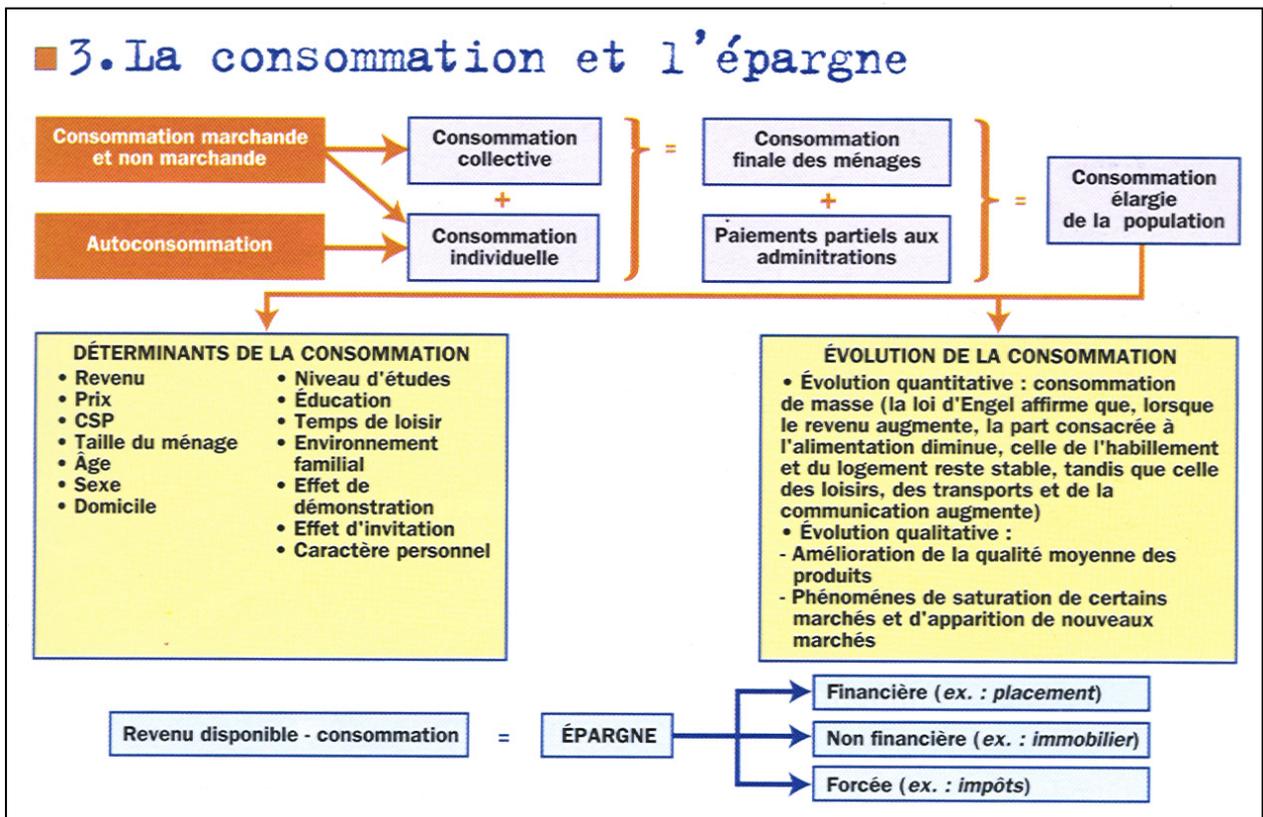
Répartition (distribution) : les marchés déterminent les quantités produites et pour qui, mais rien ne garantit que tout le monde s'y retrouve. La répartition des revenus et des richesses résultant du libre fonctionnement des marchés est extrêmement inégalitaire. L'Etat intervient pour redistribuer les ressources, ce qui atténue les inégalités

2. La répartition



On distingue entre consommation intermédiaire (CI) et consommation publique. CI = ensemble des BS transformés ou détruits par le processus de production ne concerne que les entreprises et les AP. Consommation finale (CF) : inclut les BS marchands destinés à la satisfaction directe des besoins des ménages. - consommation publique (G) : inclut les BS non marchands destinés aux ménages et aux entreprises. L'Épargne est la partie du revenu qui n'est pas dépensée.

3. La consommation et l'épargne



C. clés de lecture de l'économie:

Des définitions qui changent avec le temps et selon les systèmes de pensée.

1. L'économie comme science des richesses : l'école classique (Adam Smith, Jean Baptiste Say).

L'enrichissement est le but fondamental de l'individu et de la société. La science économique est définie alors comme la science de la richesse, de la même façon qu'il y a une science de la lumière et des planètes. Adam Smith dans son ouvrage « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » publié en (1776). « *L'économie politique se propose d'enrichir à la fois le peuple et le souverain* »

Origine de la richesse : progrès de la division du travail, accumulation du capital, commerce entre les nations

Pour Jean-Baptiste Say (1767-1832) dans son ouvrage *Traité d'économie politique* » paru en (1803) « *L'économie politique enseigne comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés* ».

◆ De quelles richesses est-il question ?

- Il ne s'agit que des richesses matérielles
- La prise en compte des services

□ fait perdre tout intérêt à la notion de richesse :

- Est richesse tout ce qui satisfait un besoin (qui a une utilité)

2. L'économie, science de l'échange marchand et des prix : école néo-classique (L. Walras, C. Menger, S. Jevons...)

Un bien ou un service n'a pas de valeur en soi, il n'a de valeur que s'il satisfait un besoin, que s'il a une utilité. Or le problème qui se pose est comment vérifier cette utilité et donc comment mesurer la valeur de ces biens ?

Économistes néoclassiques [(Stanley Jevons (Cambridge), Carl Menger (Vienne), Léon Walras (Lausanne)]: L'économie a pour objet l'étude des fondements de l'échange marchand. Un bien n'a pas de valeur en soi : La valeur n'apparaît que

dans l'échange, un bien n'a d'utilité que s'il satisfait à un besoin, l'économie devient la science des prix, Est économique tout ce qui se traduit par un prix

3. L'économie comme science des choix efficaces : théorie libérale au XXème siècle (la définition de L.Robbins).

Lionel Robbins³ a défini l'économie comme la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif.

Lionel Robbins : Essai sur la nature et la signification de la science économique (1947)

« Science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs ».

➤ L'économie ne se limite plus aux seules activités de production et d'échange

□ G. Becker

Analyse économique du droit, de l'éducation, de la famille, des relations extra conjugales Steven Levitt (Freakonomics, 2005)

Pourquoi les dealers habitent-ils chez leurs parents ?

Qu'est-ce qui a réellement provoqué l'effondrement du taux de criminalité dans la dernière décennie aux États-Unis ?

Les compétitions de sumo sont-elles truquées ?

◆ Problèmes

➤ ne fait pas apparaître que l'économie est une science sociale

➤ définition trop générale

« si tout comportement impliquant une allocation de moyens est économique, alors la relation d'une mère à son bébé est également une relation économique » **Maurice Godelier**

³ L.ROBBINS son ouvrage paru en 1947, « Essai sur la nature et la signification de la science économique ».

4. La pensée socialiste ou l'économie inscrite dans une histoire des rapports de production (K. Marx, F.Engels).

Pour l'Allemand Karl Marx, l'économie est la science qui étudie les relations sociales de production. Sur la base du matérialisme historique, Marx étudie le concept du valeur-travail selon lequel la valeur tire son origine objective en fonction de la quantité de travail nécessaire pour obtenir un bien.

Liaison de K. Marx avec les classiques : représentation de l'économie en termes de classes sociales antagonistes, accent mis sur la valeur travail, une vision pessimiste sur le devenir du système capitaliste

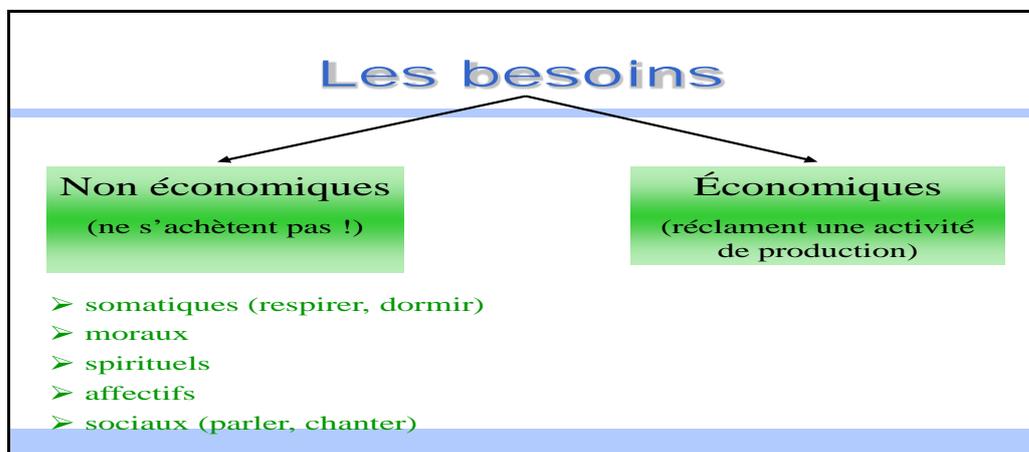
Rupture avec les classiques : pas de lois économiques naturelles, le marché ne peut pas jouer de rôle régulateur, la lutte des classes et bouleversements techniques

II- Besoins illimités et biens limités

A. Besoins illimités

L'économie ne s'interroge pas sur la production des besoins, qui sont considérés comme des donnés, elle s'intéresse uniquement à la manière de les satisfaire.

Qu'est ce qu'un besoin : Un besoin est une sensation d'insatisfaction qui ne peut être effacée qu'au prix d'un effort. Les besoins peuvent être : Physiologiques : manger, boire, s'habiller pour se protéger du froid, Social : manger dans un restaurant réputé.



Un besoin est donc une exigence de la nature ou de la vie sociale, C'est une notion relative qui varie : Dans le temps : les besoins évoluent en fonction, du degré de développement économique et social, de l'évolution des mentalités et de l'innovation technologique et les phénomènes de mode.

Dans l'espace en fonction : les besoins différent selon : les croyances, la catégorie socioprofessionnelle, le lieu d'habitation.

Cependant, un besoin qui peut être satisfait sans effort ne peut être qualifié d'économique, respiré par exemple.

Ces besoins peuvent être ressentis par : Un individu, auquel cas c'est un besoin individuel, un groupe, auquel cas c'est un besoin collectif. Selon les cas, ces besoins ne sont pas ressentis de la même manière.

Les besoins peuvent être satisfaits par des biens matériels ou immatériels (services) voire même par des valeurs spirituelles ; dans ce dernier cas l'analyse économique étant difficile à cerner puisque la satisfaction de tels besoins n'est pas directement produit par des activités économiques particulières.

Les besoins présentent les caractéristiques suivantes :

La satiété : L'intensité d'un besoin diminue au fur et à mesure qu'il est satisfait ; au-delà d'une certaine satisfaction, le besoin est saturé, il peut même donner à une « désutilité ». Ceci renvoie au principe néoclassique de l'utilité marginale décroissante. L'utilité marginale d'un bien indique l'augmentation d'utilité procurée par la consommation d'une unité diminuent pas avec leur satisfaction, c'est le cas du besoin de musique, des besoins intellectuels, le besoin d'information sur l'actualité économique qui se développe avec la compréhension des mécanismes économiques.

La comparabilité : Tout individu est capable d'établir une hiérarchie dans l'intensité de ses besoins et d'établir des priorités.

B. Biens limités

Un bien peut être un objet matériel ou immatériel (un service).

Un bien est dit économique s'il répond aux trois caractéristiques suivantes :

- L'utilité ou l'aptitude à satisfaire un besoin : Cette caractéristique est relative, elle dépend du temps et de l'espace. Par exemple, le pétrole n'était pas un bien économique avant l'invention du moteur à explosion.
- La disponibilité : la possibilité de se procurer de ce bien en tout temps.
- La rareté : Un bien qui est disponible en quantité illimitée n'est pas un bien économique. L'air, par exemple n'est pas un bien économique puisque, bien qu'il satisfasse un besoin essentiel celui de respirer, il n'est pas rare ; c'est un bien libre.

Biens privés et biens collectifs :

- Les individus consomment les biens achetés des magasins, ce sont les biens privés ou les biens qui permettent de satisfaire les besoins privés de consommation.
- Ces mêmes individus consomment également des biens et des services consommés par d'autres individus tels que la voirie, l'université et les hôpitaux ; ce sont les biens collectifs. En effet lorsqu'un automobiliste utilise la route pour satisfaire ses besoins personnels, il n'est pas seul sur la route, il l'utilise en même temps avec d'autres automobilistes.

C. Choix et actes de la vie économique

Puisque les biens sont rares, une bonne gestion de ces biens est indispensable. L'administration des ressources rares consiste à faire des choix qui procurent un maximum de satisfaction pour un minimum de coût. Par conséquent le problème devient un problème d'allocation des ressources ; ces dernières sont rares et nous obligent à faire des choix. Tout choix implique un coût puisque si l'on veut avoir plus d'un bien, il faut renoncer à avoir moins de l'autre.

En fait la rareté dépend du rapport entre la disponibilité des ressources et les aspirations des individus. Elle n'est donc pas donnée une fois pour toute, elle dépend :

- De la technologie disponible : Le progrès technique permet de produire plus avec autant de matières premières et ou d'heures de travail.

- De la disponibilité des biens substituables : biens qui répondent au même besoin (thé et café) : L'existence d'un bien substituable diminue la rareté d'un bien car on pourra utiliser ce deuxième bien à la place du premier.

- De la disponibilité des biens complémentaires : biens qui doivent être consommés en même temps pour répondre à un besoin (voiture et essence) : Si deux biens sont complémentaires, cela augmente la rareté de chacun de ces biens car il faut que les 2 biens soient disponibles en même temps pour satisfaire le besoin.

- Des aspirations, des goûts des individus (effet de mode) :

L'Histoire : une succession de grandes peurs dues à des raretés sévères

XVII^e et au XVIII^e siècle : rareté des grains, rareté des hommes, rareté de la monnaie et de l'épargne : dans les trois cas, l'État intervient ;

XX^e siècle : Le développement industriel de plus en plus intensif donne une ampleur nouvelle au débat sur la gestion des raretés

- Les ressources naturelles : ressources épuisables et renouvelables
- La gestion optimale des ressources en quantité limitée⁴
 - La hausse du prix des biens rares est déterminée : par l'évolution des coûts d'exploitation et aussi par le taux d'intérêt.
- ◆ La menace ne s'est jamais concrétisée
 - grâce à l'augmentation des rendements agricoles
- ◆ Les critères de rationalité
 - Critère minimal : ne pas choisir une opportunité qui soit dominée au moins par une autre
 - Critère additionnel : **les** choix effectués dans différents ensembles d'opportunité ne sont pas contradictoires entre eux
 - En définitive : **L'homo oeconomicus**, une hypothèse de travail féconde « *S'il est irréaliste de considérer les individus comme rationnels, il serait encore plus irréaliste de les considérer comme irrationnels* » Amartya Sen.

III La science économique: méthodes et préoccupations

A. Méthodes

La microéconomie s'intéresse au comportement des consommateurs, des entreprises, des marchés particuliers ainsi qu'à la répartition des revenus

La macroéconomie s'intéresse à la performance globale d'un pays; celle-ci est associée à des variables comme le chômage et l'inflation.

⁴ Une question ancienne et toujours actuelle : Malthus : *Essai sur le principe de population* (1798), Dumont : *Nous allons à la famine* (1965), Chalmin : *Le monde a faim* (2009).

1. La micro-économie

Qu'est-ce que la microéconomie⁵ ?

La microéconomie est la branche de la **théorie** économique qui est consacrée à l'étude du comportement (des choix, des décisions) des « unités économiques » : les entreprises (la production), les ménages (la consommation), l'Etat. Elle s'intéresse au niveau individuel par opposition au niveau agrégé (macroéconomie).

Elle cherche à découvrir **des lois** qui permettent de rendre compte de phénomènes concrets

Exemple

Choix de consommation des ménages

- lorsque le revenu augmente? Diminue?
- Lorsque les prix augmentent? Diminuent?
 - Prévoir l'impact d'une augmentation du prix des cigarettes sur la consommation des adultes de -40 ans
 - Prévoir une augmentation de la fréquentation des trains en cas de hausse des prix des avions au Maroc (100 Dh de taxe en plus Loi de finance 2014).
 - Tester l'impact d'une taxe des produits polluants sur l'activité économique en Allemagne.
 - Discussions aux USA sur l'opportunité d'obliger les parents à acheter des sièges sécurisés (185\$) pour les voyages en avion
 - L'analyse du marché des voitures d'occasion au Maroc.

⁵ La microéconomie est née aux environs des années 1870 et a pris sa forme définitive dans les années 1930-40. Les pères fondateurs sont, entre autres, le Français Léon Walras (1834-1910), l'Anglais Stanley Jevons (1835-1882) et l'Autrichien Carl Menger (1840-1921). Le projet de ces hommes était de fonder l'étude de l'économie sur une base scientifique et de déduire les lois les plus fondamentales de fonctionnement de l'économie. Pour cela, ils tentèrent de construire un modèle théorique simplifié de l'échange marchand

Quelles sont les hypothèses de base de la microéconomie ?

La micro économie, fondée sur quelques hypothèses de base, met en présence des consommateurs et des producteurs (considérés comme rationnels et cherchant à maximiser leur intérêt) placés dans des conditions particulières d'échange ; conditions dites de «concurrence parfaite»-.

La rationalité parfaite des agents: les agents agissent en utilisant au mieux les ressources dont ils disposent, compte tenu des contraintes qu'ils subissent

La concurrence parfaite

- Un marché pour chaque bien
- Grand nombre de vendeurs et d'acheteurs (*price takers*)
- Biens homogènes (les acheteurs sont indifférents à l'identité du vendeur et vice versa)
- Transparence (information prix, quantité, qualité)
- Principe d'exclusion (un même bien ne peut pas être consommé par plusieurs, ≠ biens publics)
- Pas d'effets externes

Sous ces hypothèses, l'économie aboutit à l'allocation optimale des ressources, sinon ce n'est pas efficace.

L'intervention nécessaire de l'Etat

A terme, l'objectif de ce modèle microéconomique est d'aboutir à la reconstruction d'un modèle global, permettant d'expliquer l'économie dans son ensemble.

2. La macro-économie

La macroéconomie⁶ constitue l'outil essentiel d'analyse des politiques économiques des États ou des organisations internationales. C'est la science

⁶ La **macroéconomie** (dont le terme est introduit en 1933 par l'économiste norvégien Ragnar Frisch) est l'approche théorique qui étudie l'économie à travers les relations existant entre les grands agrégats économiques, le revenu, l'investissement,

économique qui traite de l'agrégation des comportements individuels de l'ensemble des agents économiques sur une zone géographique donnée, telle qu'un pays. Cela permet de construire des indicateurs macroéconomiques tels que l'inflation, le chômage ou la croissance qui permettent aux gouvernements de mettre en œuvre leur politique économique.

La macroéconomie est l'étude de l'économie dans son ensemble tant dans les faits (description) que dans son analyse théorique (compréhension)

Le Keynésianisme (milieu 20^{ème} siècle) : fondé par Keynes. C'est ce courant qui est à l'origine de la macro économie contemporaine. Keynes va proposer une théorie sur l'origine du chômage et les solutions pour le résorber. Selon lui le chômage a pour origine l'insuffisance de la demande effective adressée aux entreprises.

Cette insuffisance peut être la conséquence de :

- soit d'une faiblesse de la consommation des ménages,
- soit d'une faiblesse de l'investissement des entreprises et de l'état,
- soit une insuffisance des exportations,
- soit une insuffisance de plusieurs de ces trois facteurs.

Pour résorber le chômage, il faudrait que l'état « providence » relance le moteur affaibli (consommation, exportation, investissement) au moyen de politique économique (monétaire, budgétaire, fiscale, de grands travaux financés par l'état...).

Données et mesures macroéconomiques

Le produit intérieur brut (PIB) est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées nouvellement créées par

la consommation, le taux de chômage, l'inflation, etc. le développement des appareils statistiques ont été mis en place dans tous les pays développés au sortir de la seconde Guerre mondiale (l'INSEE est née en 1946), ce qui a permis de progressivement disposer de données agrégées sur la consommation, la production, les prix etc...Les économistes ont pu ainsi tester la validité de leurs nouvelles théories.

les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché. Il donne une mesure des richesses nouvelles créées chaque année par le système productif et permet des comparaisons internationales. Le produit intérieur brut est publié à prix courants et en volume aux prix de l'année précédente chaînés. Son évolution en volume (c'est-à-dire hors effet de prix) mesure la croissance économique.

Les grands agrégats économiques associés au PIB sont le revenu national brut (RNB), la capacité ou le besoin de financement de la nation, les grandes composantes de l'équilibre entre les éléments de l'offre (PIB, importations) et de la demande (consommation, investissement, exportations), la ventilation des facteurs de production (emploi, stock de capital) par secteurs institutionnels (entreprises, ménages, administrations publiques considérés comme producteurs de richesses) et la valeur ajoutée qu'ils génèrent.

Outils d'analyses macroéconomiques:

Le circuit économique :

Un circuit économique⁷ est une représentation simplifiée des opérations économiques se déroulant dans une économie réelle. Il y a 2 intérêts majeurs pour le macro économiste : retracer à travers des indicateurs économiques le fonctionnement de l'économie et établir des prévisions économiques sur les principales grandeurs économiques.

Pour parvenir à faire un circuit économique, il faut solutionner 3 problèmes économiques :

- Le nombre et la diversité des agents économiques,
- Le nombre et la diversité des opérations économiques,
- Le choix du moment et de l'unité d'enregistrement de l'opération.
- Le nombre et la diversité des agents économiques :

⁷ La première représentation et description formalisées d'un circuit économique est celle de François Quesnay. L'économiste physiocrate publié en 1758 son *Tableau économique*.

Dans un circuit économique, l'idéal aurait été le suivi de chaque agent. Ce suivi étant impossible il a été repris par la comptabilité nationale (INSEE). Il fut décidé qu'il ne fallait pas procéder à un suivi individuel mais de regrouper les agents dans des secteurs institutionnels c'est-à-dire dans des regroupements d'agents sur la base d'un seul critère : la fonction économique principale de l'agent. Sur cette base, il existe 7 secteurs qui font l'objet d'un suivi :

- Les ménages,
- Les sociétés et quasi sociétés non financière,
- Les institutions financières,
- Les entreprises d'assurance,
- Les administrations publiques qui fournissent gratuitement ou quasi gratuitement des biens ou services collectifs,
- Les administrations privées, Le reste du monde.

Pour faire face au grand nombre et à la diversité des opérations économiques, il a à nouveau été convenu de ne pas procéder à des suivis individuels mais de suivre comptablement 3 catégories d'opération :

Opérations sur biens et services qui retracent d'une part de l'origine des biens et des services disponibles dans le pays (production nationale et l'importation) et d'autre part, l'utilisation de ses biens et services disponibles.

Opérations sur des revenus qui retracent l'origine des revenus de chaque secteur institutionnel. 3 origines : revenus de l'activité professionnelle, les revenus du patrimoine, les revenus de transferts.

Opérations monétaires et financières : retracent l'utilisation de 3 types d'instruments :

Instruments monétaires, Instruments de placements et enfin Instruments de financement.

Cependant, le circuit économique ne représente qu'une partie de la réalité économique. Les indicateurs économiques ne sont donc pas complets.

3. La méso-économie⁸

Néologisme proposé par Stuart Holland (1975) pour caractériser la spécificité de l'analyse des grands groupes industriels qui dominent la macro-économie keynésienne et contrôle la micro-économie néo-classique. Par extension, la méso-économie est une démarche intermédiaire entre la macro-économie et la micro-économie ayant pour dominante : le secteur d'activité (agriculture, industrie, service), la branche d'activité (santé, éducation, sidérurgie, transport, chimie, etc.) ou la région.

B. Est-ce une « science »?

La démarche suivie par les sciences consiste à décrire, expliquer et prévoir les faits afin d'orienter l'action humaine. La question qui se pose est de savoir si l'économie est en mesure d'assumer ce rôle. En d'autres termes, l'économie peut-elle étudier de manière scientifique certains aspects du comportement humain?

Il s'agit aussi de distinguer entre L'économie en tant que science et les autres disciplines :

La science économique : applique le processus scientifique dans le but de comprendre et de prédire les choix individuels et collectifs

La science sociale : science inexacte intéressée au comportement humain en société et à la recherche du bien-être individuel et collectif

La science de la gestion : application en management, en marketing et en finance autant micro que macro; en particulier, comprendre l'environnement macroéconomique. L'économie repose sur une démarche scientifique : la méthode hypothético-déductive

⁸ Pour plus de détail sur la méso économie voir le livre de Christian Palloix « Firms et économie industrielle » Edition L'Harmattan France 1997.

1. La méthode hypothético-déductive

La démarche scientifique comporte deux étapes :

Construction d'un modèle théorique : proposer une représentation simplifiée de la réalité

Poser des définitions : indiquer sans ambiguïté la signification de certains termes

Poser des hypothèses :

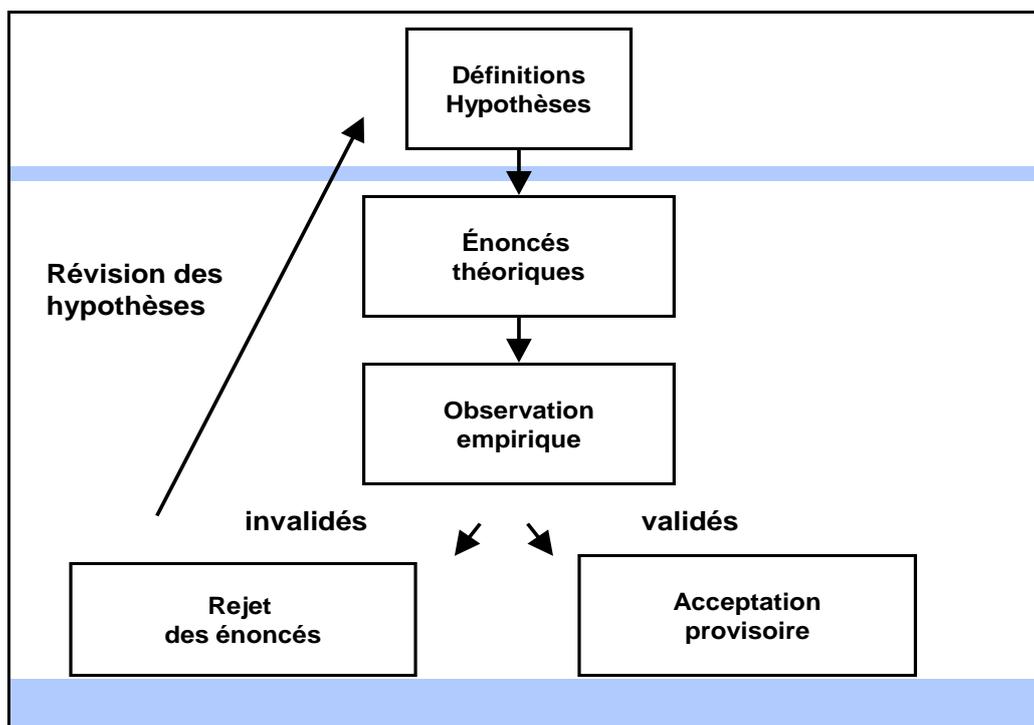
Conditions d'application de la théorie

Hypothèses relatives au comportement des individus

Déduire les implications théoriques des définitions et hypothèses : Il s'agit de déduire le résultat du modèle (la valeur des variables endogènes) en fonction de la valeur des variables exogènes (les données de départ)

Par exemple quelle sera la quantité consommée pour un prix de 90 DH, de 180DH ?

◆ Observation des faits pour confronter le modèle à la réalité



Pour simplifier la réalité, l'économiste raisonne souvent *ceteris paribus* : toutes choses égales par ailleurs. On suppose qu'une seule variable est modifiée et que toutes les autres variables restent constantes.

Les fonctions d'offre et de demande sont exprimées en fonction du prix : on isole l'effet du prix sur la quantité offerte ou demandée, en supposant que les autres variables pertinentes sont fixes

- Demande : le revenu, les goûts, le prix des autres biens
- Offre : les coûts, la technologie

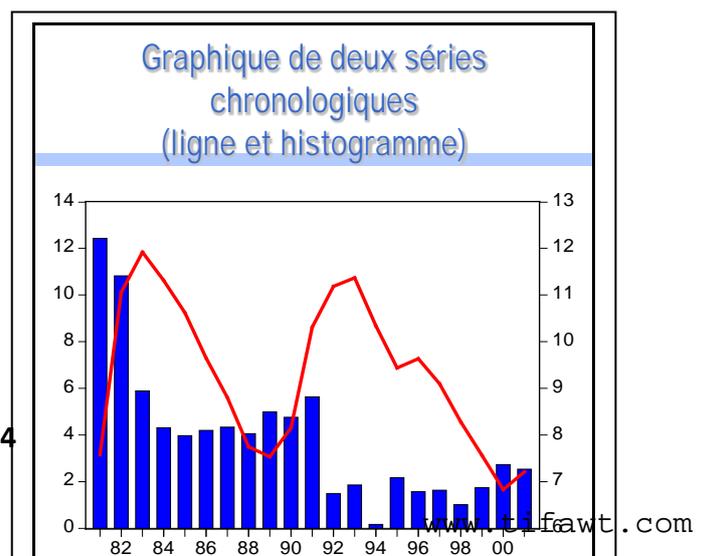
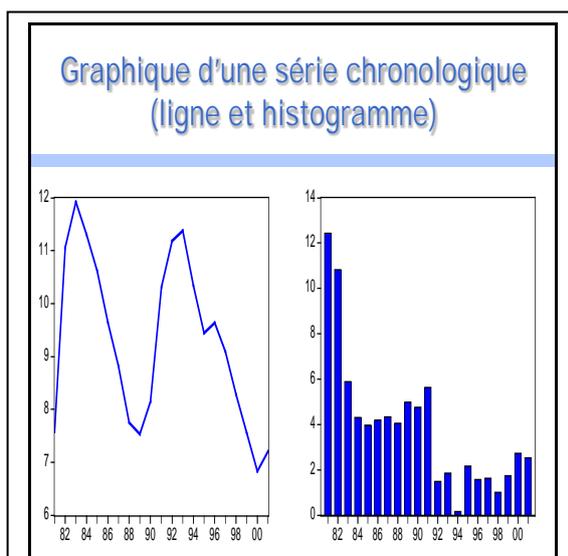
2 .Les limites de l'économie comme science

La réfutabilité de la théorie est l'élément essentiel de la démarche scientifique. Cependant, **en économie, il est difficile de mener des expérimentations**. Pour confronter les hypothèses et les propositions théoriques aux faits, l'économie utilise des données sur le « monde réel ».

D'où, L'importance d'avoir des **données fiables** (enquêtes, statistiques nationales) at aussi du l'importance du **contexte national ou historique**. Cela peut expliquer la coexistence de plusieurs paradigmes ex : interventionniste' et 'laisser faire

La représentation graphique en économie

1. Séries chronologiques (une ou deux séries)
2. Diagrammes de dispersion



CH II- Les grands courants de la pensée économique

Tous les économistes n'ont pas la même conception de l'économie et de ses mécanismes. La science économique est traversée par plusieurs courants de pensées.

La réflexion économique apparait chez les philosophes grecs (Aristote, Platon), qui étudient l'économie domestique, la gestion de la cite. Au Moyen Age, c'est la morale chrétienne qui inspire la pensée économique. Entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, les mercantilistes, qui préconisent l'abondance d'or, l'intervention de l'Etat et le développement de la population, rendent la réflexion économique autonome mais ne constituent pas encore un courant économique structure. Au milieu du XVIII^e siècle, les physiocrates, tout en réduisant la création de richesses a la production agricole, donnent une analyse économique globale sous forme de circuit et peuvent être considéré comme des précurseurs.

A partir de la fin du XVIII^e siècle, de véritables courants théoriques se développent.

Leurs divergences portent sur quelques questions fondamentales de l'analyse économique : la valeur des biens provient-elle de leur utilité ou du travail nécessaire a leur fabrication, les des équilibres économiques peuvent-ils être durables, l'économie est-elle gouvernée par des « lois naturelles », les problèmes doivent-ils être abordes de façon micro-économique (comportement individuels) ou macro-économique (grandeurs globales) ?

Il y a eu d'abord l'école classique, puis la pensée marxiste. Ces deux courants représentent la pensée fondatrice.

Quant à l'époque contemporaine, elle est dominée par la pensée keynésienne et le courant néo-classique.

I. LES COURANTS FONDATEURS DE LA PENSEE ECO.

La science économique moderne commence avec la publication du livre ("La richesse des Nations", Adam SMITH). Les écoles de pensée fondateurs sont : L'école classique, La pensée marxiste et L'école néo- classiques.

REVOLUTION INDUSTRIELLE ET LIBERALISME:

Contexte de profond ébranlement social : La révolution industrielle

La révolution industrielle a démarré en Angleterre, puis s'est diffusée dans toute l'Europe. Ce processus, favorisé par les innovations techniques, touche tous les secteurs de l'activité. En effet, les innovations techniques sont multiples dès 1830 à 1850 : construction de réseaux ferrés, mécanisation du tissage, de l'impression des tissus et de la sidérurgie.

Un exemple d'innovation technique: La machine à vapeur de James Watt⁹

L'essor économique du XIX siècle transforme les structures sociales. Propriétaire des moyens de production industrielle et d'échange, la bourgeoisie remplace l'ancienne aristocratie comme classe dominante. L'exode rural alimente la classe ouvrière qui prend un grand essor.

Entre ces deux groupes sociaux, les tensions sont vives. La bourgeoisie bénéficie de certains atouts comme une ascension par le profit. Par exemple, les activités de charge des monnaies ou les prêts lucratifs aux princes et aux puissants toujours désargentés ont permis l'émergence d'orgueilleuses lignées de banquiers.

Elle bénéficie aussi de l'ascension par le savoir – faire, car la compétence jointe à l'esprit d'entreprise, peut permettre de s'élever socialement. Enfin l'ascension par le

⁹ James Watt est né le 19 janvier 1736 à Greenock, petite ville d'Écosse. Son père, charpentier de marine, était également propriétaire de bateau, entrepreneur et tenait un poste dans la magistrature municipale. Sa mère, Agnus Muirhead, venait d'une famille distinguée et elle était instruite. Tous les deux étaient des presbytériens et des covenantaires convaincus. James Watt est allé à l'école de manière irrégulière et était préférentiellement instruit dans la demeure de ses parents par le soin de sa mère. Il faisait montre d'une grande dextérité manuelle et d'une aptitude pour les mathématiques, tandis que les langues grecques et latines lui déplaisaient.

savoir : l'instruction secondaire et supérieure sont un quasi – monopole de la bourgeoisie. De plus la bourgeoisie cumule la richesse et le pouvoir.

Cependant, elle a des points faibles. Elle est souvent fragilisée par les fluctuations et crises économiques qui caractérisent le capitalisme. Elle a des mœurs austères. Les enfants sont élevés dans l'égoïsme. Pour les filles le mariage est une étape de l'existence où le sentiment est jugé accessoire par rapport au souci des alliances et au renforcement des patrimoines. Si la bourgeoisie est le propriétaire des moyens de production, le prolétariat (classe des ouvriers) en est l'utilisateur.

A. Le courant libéral¹⁰

Il existe plusieurs courants de pensée libéraux qui se différencient notamment par leurs fondements philosophiques, par les limites et les fonctions qu'ils assignent à l'État, et par le domaine auquel ils appliquent le principe de liberté (économie, institutions politiques, domaine social). Le libéralisme a connu une fracture assez profonde à la fin du XIXe siècle, date à laquelle on a commencé à distinguer notamment en Angleterre, le libéralisme classique.

1. La pensée libérale dite classique

Fondateurs: A.SMITH, D. RICARDO, J.B SAY,...

L'intérêt individuel est le moteur de toute action humaine.

Principes

Les individus et les entrepreneurs ont des comportements rationnels en matière de consommation et de production, la « main invisible », laissez faire laissez passer, le marché régulateur de l'économie, le rôle neutre de la monnaie.

¹⁰ Le « libéralisme classique » désigne la doctrine qui défend la propriété privée, une économie de marché non entravée, l'Etat de droit, les garanties constitutionnelles de liberté religieuse et de liberté de la presse, et des relations internationales pacifiées par le libre-échange. Jusqu'à l'aube du XXe siècle, on parlait simplement de « libéralisme » pour nommer cette doctrine. Dans les pays anglo-saxons, le qualificatif « classique » est devenu indispensable car le mot libéralisme a été associé à de graves entraves à la propriété privée et au libre marché, commises au nom de l'égalité. Cette version du libéralisme, si tant est qu'on puisse encore l'appeler ainsi, est parfois qualifiée de « social-libéralisme », voire de « nouveau libéralisme ». Nous emploierons ici le terme de libéralisme dans son acception classique. Publié initialement par Ralph Raico dans *American Conservatism: An Encyclopedia*, 2006. Repris dans *Mises Daily*, 16 août 2010 Traduction : Arthur Gautier, Institut Coppet.

- **Les classiques :** Qui sont-ils?
- *Adam Smith (1723-1790)*
- *David Ricardo (1772-1812)*
- *Thomas Malthus (1766-1834)*
- *Jean Baptiste Say (1767-*

- **♦ Les théories classiques**
- *1- Une théorie de la valeur travail.*
- *2- Une théorie de la répartition*
- *3- Une théorie de l'équilibre*

Tout d'abord, celle d'Adam Smith, économiste écossais, 1723-1790, considéré comme « le père du libéralisme » : selon cet auteur, les participants à l'activité économique doivent être laissés libres d'agir et d'entreprendre. Cette liberté est essentielle pour favoriser la dynamique de l'activité et par conséquent, celle de la création d'emplois.

L'État ne doit alors intervenir que lorsque l'initiative privée est défaillante...c'est-à-dire dans la mise en place d'infrastructures publiques (Écoles, Hôpitaux, routes, etc.) pour lesquelles les agents privés ne se risqueront pas à investir, faute de rentabilité assurée.

✓ **Libertés économiques**

Chacun peut poursuivre son propre intérêt¹¹. Cet égoïsme individuel sert l'intérêt public grâce à la « main invisible ».

✓ **Le marché**

Seul moyen de concilier autonomie individuelle et ordre social => mécanisme d'autorégulation, lieu de rencontre entre une offre et une demande, qui aboutit à la formation d'un prix, le marché n'a rien de spontané, il est institutionnalisé.

¹¹ **Adam Smith** « *Chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. A la vérité, son intention en général n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société (...). Il ne pense qu'à son propre gain; en cela (...) il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions* »

✓ **Théorie de la valeur travail et division du travail**

Deux types de valeur (Smith – Ricardo) valeur d'usage: utilité/ besoins et la valeur d'échange: fonction de la quantité de travail nécessaire à sa production

- Pour produire plus, il faut produire mieux:

=> Nécessité de la division (technique) du travail: (décomposition en tâches élémentaires)

=> Augmentation de la productivité du travail: (production/temps de travail nécessaire)

✓ **Une analyse en terme de classes sociales**

Proposent une division de la société en classes :

- Travailleurs: rémunérés au minimum de subsistance « taux de salaire naturel »
- Propriétaires fonciers: rente
- Capitalistes: profit

✓ **Valeur travail**

a- la division du travail, source de la richesse (Smith).

b- valeur d'usage et valeur d'échange (Smith).

c- valeur-travail (Smith et Ricardo), valeur-utilité chez Condillac puis chez Say.

d- hétérogénéité du travail et travail indirect (Ricardo); plus tard, temps de travail socialement nécessaire (Marx).

✓ **Une théorie de la répartition**

Distinction entre répartition primaire (revenus du travail productif et revenus de la propriété) et répartition secondaire (transferts exemple allocation de chômage, intérêts).

✓ Une théorie de l'équilibre

Adam Smith et la parabole de la « main invisible ». Inspiration: « La fable des abeilles » de Mandeville -1714. Jean Baptiste Say et la « loi des débouchés »

Le marché est autorégulateur: intérêts individuels et intérêt collectif sont compatibles. L'équilibre se réalise spontanément sans intervention extérieure: « l'offre crée sa propre demande » et que la monnaie n'est qu'un « voile ».

✓ Le rôle de l'Etat: fonctions régaliennes et missions d'intérêt général.

- Intervention de l'Etat inutile, voire dangereuse. La loi des débouchés assure l'équilibre spontanément. Les décisions individuelles sont plus rationnelles que les décisions collectives. L'Etat perturbe l'information économique.

- L'Etat remplit néanmoins des missions « régaliennes »: défense, justice, police, représentation internationale. Il met en œuvre des infrastructures et des biens publics pour lesquels le marché est défaillant.

✓ Le commerce extérieur

David Ricardo formule la loi dite des « avantages comparatifs relatifs »: tout pays a intérêt à se spécialiser dans la production où son avantage relatif par rapport aux autres pays est le plus grand. La division internationale du travail est un facteur de progrès économique. Tous les participants peuvent y gagner (jeu à somme non nulle).

3. La pensée libérale dite néoclassique

Les néoclassiques : Qui sont-ils?

- *Stanley Jevons (1835-1882)*
- *Carl Menger (1840-1921)*
- *Léon Walras (1834-1910)*
- *Alfred Marshall (1842-1924)*

Leurs théories

- *Retour à la valeur utilité*
- *Un raisonnement « à la marge » : (utilité marginale, coût marginal)*

Les trois pères fondateurs du mouvement sont : Carl Menger, William Stanley Jevons, Léon Walras. L'école néoclassique est un courant de pensée économique qui naît dans la seconde moitié du XIXe siècle. Elle se fonde sur trois postulats : Les agents sont rationnels, leurs préférences peuvent être identifiées et quantifiées, les agents cherchent à maximiser leur utilité, tandis que les entreprises cherchent à maximiser leur profit, les agents agissent chacun indépendamment, à partir de l'information dont ils disposent. Léon Walras, 1834-1910, économiste français, est dans la lignée de la pensée classique, affirme que les individus sont rationnels et que, de ce fait, il faut les laisser libres d'agir et d'entreprendre, à condition, bien sûr, qu'ils respectent la liberté des autres agents.

Approche des néo-classiques

✓ Approche micro-économique:

*«L'individualisme méthodologique »:« un phénomène social (...) doit, pour être expliqué, être conçu comme le produit de l'agrégation d'actions individuelles »
Boudon

(S'oppose au « holisme »: privilégie le jeu des structures sociales/ comportements et évolutions sociétales), * Les individus types sont supposés « rationnels »¹²

Approche néo-classique

✓ Une théorie de l'équilibre

*3 marchés: biens/services, travail, capitaux

* les marchés déterminent les prix => équilibre

¹² L'expression « rationalité économique » est employée couramment pour décrire le comportement du consommateur ou du producteur abstrait. La rationalité économique constitue l'hypothèse centrale de la théorie économique. La question de savoir s'il est possible de rendre autonome le comportement économique de l'homme et de l'abstraire de ses autres dimensions sociales est cependant posée et marque bien les limites de validité de l'analyse ainsi fondée. Rationalité = ce qui relève de la raison, d'une intelligibilité logique, du calcul coût/avantage. Exclut le domaine de la passion => Optimisation des choix

✓ **Le modèle de concurrence pure et parfaite**

Cinq conditions: Homogénéité du produit, Atomicité de l'offre et de la demande, Libre entrée, Libre circulation des facteurs de production, Information parfaite.

✓ **La valeur utilité**

Retour à la conception subjectiviste de l'utilité déjà formulée par Condillac, Turgot et Say: la valeur d'un bien est donnée par l'utilité que l'on en a. Les prix des biens sont supposés proportionnels à leur utilité marginale. Retour sur l'exemple de A. Smith: le diamant est plus cher que l'eau non pas en raison du travail qu'il contient mais de l'utilité qu'il procure.

✓ **Le raisonnement marginaliste**

L'utilité marginale est le supplément d'utilité que procure une unité supplémentaire de bien consommé. Le coût marginal est le supplément de coût occasionné par une unité supplémentaire d'un bien acheté. En principe, il y a décroissance de l'utilité procurée par un bien: plus on en consomme et moins il nous satisfait. Ce raisonnement peut s'appliquer au facteur travail embauché par l'entreprise.

✓ **Equilibre partiel, général et optimum.**

Marshall fait la démonstration de l'équilibre partiel sur un marché. Celui-ci est supposé sans lien avec les autres marchés. Cet équilibre est stable. Walras fera la démonstration que l'équilibre sur un marché s'étend à tous les autres marchés, après une série de « tâtonnements ». Pareto démontre que l'équilibre une fois atteint est optimal dans la mesure où l'on ne peut plus augmenter la satisfaction d'un seul agent sans détériorer celle d'un autre

En résumé: comparaison classiques – néoclassiques

1- Les points communs

- *La rationalité des individus;*
- *l'efficacité du marché.*

2- Les divergences

- *La conception de la valeur*
- *La temporalité (Classiques= long terme; néoclassiques = court terme)*
- *La conception des rapports sociaux*

B. Le courant marxiste

Le marxisme est une analyse du système capitaliste et de ses contradictions: le capitalisme engendre deux classes sociales : la classe bourgeoise qui détient le capital, et la classe prolétarienne, qui ne dispose que de son travail (de sa force de travail, serait plus juste, car c'est plutôt le capitaliste qui dispose du travail de l'ouvrier). S'inspirant de l'idée d'exploitation des travailleurs lancée par Proudhon, ainsi que de la pensée ricardienne qui ramène la valeur économique à la valeur-travail, Marx pense que le capitaliste exploite le travailleur en lui subtilisant une plus-value (c'est le « sur-travail »).

Marx effectue une synthèse entre quatre grands courants économiques. La pensée socialiste française. À la manière de Comte, Marx pense qu'il faut découvrir des lois socio-économiques historiques. De même, comme Saint-Simon qui considérait qu'il existe un clivage entre la classe des producteurs et la classe des oisifs (bourgeois, militaires, juristes, ...) au fondement historique de tous les antagonismes de classe (antinomie qu'il voulait résoudre en soumettant la société à l'intérêt des producteurs, ce qui n'exclurait pas la « dictature du prolétariat »), Marx observe que la société est divisée en plusieurs classes sociales, les deux principales étant la bourgeoisie et le prolétariat.

L'économie politique Classique, avec la théorie économique de la valeur-travail de David Ricardo, La théorie du circuit qu'il emprunte aux physiocrates et la théorie de la plus-value et de l'exploitation qu'il emprunte à Pierre-Joseph Proudhon.

1. L'approche économique critique de Marx¹³

L'économie politique naît au moment de la dissolution des rapports sociaux du mode de production féodal (MPF) à la fois comme réflexion sur cette dissolution et comme arme pour la bourgeoisie dans sa lutte contre la noblesse.

Dans la société féodale, le caractère spécifique de l'appropriation par les classes supérieures du sur-produit social, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas nécessaire à la subsistance des producteurs, rendait les rapports sociaux transparents et donnait au travail individuel du serf un caractère immédiatement social. Avec le dépérissement des liens de dépendance suzerain/serf dans le MPF lié à l'extension progressive de la production marchande, qui en se généralisant devient capitaliste, cela n'est plus vrai.

Selon Marx¹⁴, l'histoire de l'économie politique, de sa naissance à son apogée, peut se résumer à la découverte progressive du travail humain comme source de la richesse et comme explication de la création de la marchandise, ce produit du travail privé effectué en vue d'être vendu sur un marché.

2. Lutte de classes et nécessité d'une révolution sociale

Marx définit les éléments essentiels qui constituent une classe sociale. La position de l'individu dans les rapports de production (travailleur ou exploitateur) est

¹³ "La critique de l'économie politique", publiée en 1859, apparaît ainsi comme une suite logique du "Manifeste du Parti communiste" de 1848. Il s'agit d'un ouvrage conceptualisant les fondements du marxisme, et notamment les notions de matérialisme historique et de conscience de classe. Face aux prémices de la révolution industrielle et aux bouleversements sociaux qu'elle induit, Marx théorise l'évolution des sociétés.

¹⁴ Christian Deblock et Pierre Paquette « L'économie politique et son champ d'étude » collection: "Les classiques des sciences sociales" Quebec (1978).

selon lui le principal élément qui permet la définition de la classe sociale. En même temps, Marx considère que pour qu'il y ait véritablement une classe, il doit y avoir une conscience de classe : la conscience d'avoir en commun une place dans la société. Marx a remarqué qu'il ne suffit pas que de nombreux hommes soient côte à côte sur un même plan économique pour qu'un esprit de classe se forme. Selon Marx, les acteurs centraux de la lutte des classes sont, à l'époque capitaliste, les bourgeois et les prolétaires. Le communisme constitue pour lui l'état de la société débarrassée des divisions en classes sociales, et donc une société sans lutte de classes.

Karl Marx n'a pas "inventé" la lutte des classes. En réalité, la lutte des classes a été théorisée bien avant lui, notamment par les historiens de la restauration (1814-1830) tels que François Guizot ou Augustin Thierry. L'apport fondamental de Marx, par rapport à ces historiens, est d'avoir démontré que la lutte des classes ne s'éteignait pas dans la Révolution française, mais que celle-ci se prolongeait dans l'opposition Bourgeois/Prolétaires à l'époque capitaliste. Ainsi la fin de la lutte des classes serait atteinte une fois les classes sociales éteintes, dans le communisme

II.LA PENSEE ECO CONTEMPORAINE

De 1936 à aujourd'hui, on peut distinguer trois synthèses « keynéso-classiques » successives, de nature très différente : l'une basée sur l'interaction des marchés, la seconde sur les équilibres à prix fixes, et la dernière qui mobilise le champ luxuriant de l'économie comportementale. Ceci nous amènera jusqu'à l'époque la plus contemporaine puisque nous rencontrerons des travaux cherchant à interpréter la crise financière de 2008 à partir d'éléments de psychologie cognitive sur les marchés financiers, abordés par Keynes dès 1936, mais reformulés par des économistes d'aujourd'hui participant au développement de la théorie de la décision.

La nouvelle économie, notion apparue ces dernières années, correspond à l'ensemble des mutations observées et qui touchent à la fois les biens et les services

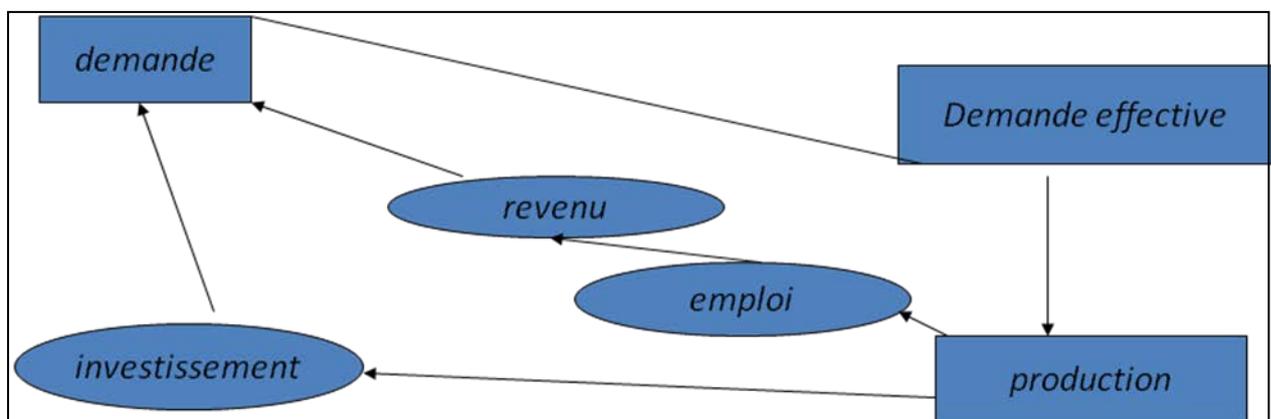
mais également les processus de production. La nouvelle économie est généralement associée à la diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la mesure où ces dernières sont grandement à l'origine de ces mutations.

A. Le courant keynésien

Keynes¹⁵ a révolutionné la pensée économique dans les années 30 en proposant une alternative au libéralisme. Il a théorisé l'impact positif d'un interventionnisme public dans l'économie, et a été à l'origine du développement de l'État-providence. L'approche keynésienne a été hégémonique durant les Trente Glorieuses, avant d'être remise en question à partir des années 70.

1. Analyse macro-économique en terme de circuit

Le point de départ= la **demande** effective (prévisions)



✓ Le contexte de la crise des années 1930

Retournement de tous les indicateurs d'activité (production, emploi, commerce extérieur, prix, etc.). Mais d'une ampleur et d'une durée sans précédent: de 1929 à 1933, le PIB américain chute de 30%; en 1936, 10% de la population active américaine est au chômage. Violente et soudaine aux États-Unis (krach de Wall Street) plus atténuée et plus tardive en France, plus précoce en G.B. où la

¹⁵ **J M Keynes** (1883-1946): « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » 1936.

déflation avait commencé en 1920.

Keynes en déduit le caractère structurel de la crise. Il se démarque de l'analyse libérale (Pigou) pour qui le chômage est volontaire et lié à des taux de salaire trop élevés.

✓ **Les grands principes de l'analyse de Keynes**

Pour Alan Blinder¹⁶ le keynésianisme s'articule autour de six principaux traits dont trois concernent le fonctionnement de l'économie et trois les politiques économiques. Les trois principes sur le fonctionnement de l'économie sont : la demande agrégée est erratique ; les inflexions de la demande ont une plus grande influence sur la production et l'emploi que sur les prix ; les prix et spécialement les salaires réagissent lentement au changement de l'offre et de la demande.

À partir de là, les keynésiens avancent trois principes de politique économique :

Le niveau usuel de l'emploi n'est pas idéal car il est sujet à la fois aux caprices de la demande et à des ajustements des prix trop lents,

D'où pour certains keynésiens la nécessité de politiques de stabilisation et

De façon encore moins unanime qu'au point précédent, les keynésiens préfèrent les politiques visant à soutenir l'emploi à celles visant à lutter contre l'inflation.

✓ **Possibilité de crises de surproduction durables**

Causes: * épargne pas nécessairement réinvestie

* baisse des salaires: accentue la baisse de la demande de consommation

✓ **Nécessaire intervention de l'état**

* Demande (globale) = quantité de biens et de services que les agents économiques (consommateurs/entreprises) souhaitent acheter à un prix donné.

Deux moyens d'intervention: la politique budgétaire: hausse dépenses publiques et déficit budgétaire et la politique monétaire: baisse taux d'intérêt

¹⁶ Alan Blinder, « Keynesian Economics » in the CONCISE ENCYCLOPEDIA OF ECONOMICS 2008.

banque centrale.

KEYNES propose une théorie alternative au courant libéral. Il part du principe que le libéralisme économique a entraîné l'économie mondiale dans une crise sans précédent (1929). Afin de remédier aux imperfections du libéralisme et à ses effets pervers, il nous propose une nouvelle organisation économique basée sur : l'intervention de l'Etat.

Dans sa pensée, il oppose à l'Etat gendarme (courant libéral), l'Etat providence qui aura pour tâche de réguler l'économie, en particulier en période de crise. Le procédé est simple. Il s'agit de substituer le cercle vicieux par le cercle vertueux.

- crise éco.> politique des grands travaux > création d'emplois > production de richesse > versement des cotisations sociales&fiscales > croissance économique.

B. le courant libéral néo-classique

Il est apparu au début des années 70 représenté par deux économistes : FRIEDMAN ET HAYECK Frederick pour justifier leurs propositions, ils ont utilisés deux arguments : la situation dans les pays de l'ex bloc soviétique (catastrophique) et la crise économique prévalant en occident. Ils accusent la pensée keynésienne d'être à l'origine de ce dysfonctionnement grave de l'économie mondiale.

1. la contestation des politiques libérales

Contexte années 1970-80:

Etat Providence: conception d'un état qui doit jouer un rôle actif dans la recherche du progrès économique et social (définition plus stricte: système de protection sociale)

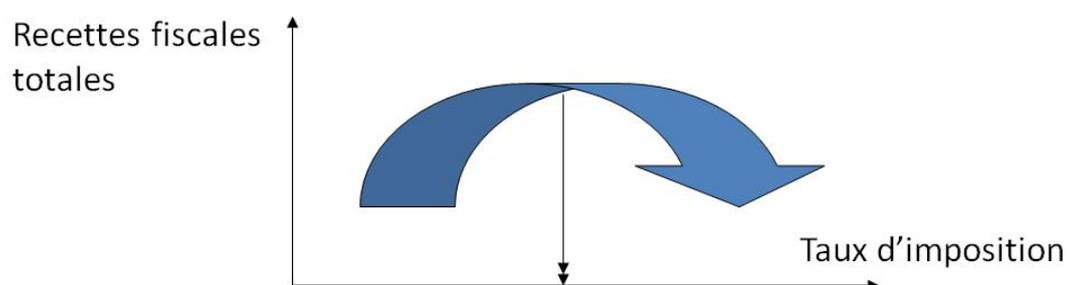
Montée de la crise économique, mise en cause des politiques keynésiennes, Critiques/crise des systèmes de type soviétique, Election de gouvernements conservateurs (USA, GB).

✓ L'école monétariste(Chicago)

L'analyse monétariste s'est développée à la fin des années 1960, en opposition au keynésianisme. Les monétaristes condamnent les politiques « laxistes » de l'État en matière monétaire et budgétaire. Elles n'ont à long terme aucun effet sur l'activité économique mais sont source d'inflation qui est un phénomène strictement monétaire. Les monétaristes, en particulier l'économiste américain Milton Friedman, préconisent une progression annuelle de la masse monétaire calquée sur la croissance. Le volume de la monnaie en circulation (la « masse monétaire ») doit être suffisant pour financer les transactions correspondant à l'activité économique d'un pays. Pas plus pas moins.

✓ L'économie de l'offre

L'économie de l'offre (ou supply side economics) est un courant économique qui se développe depuis une vingtaine d'années, aux États-Unis d'abord, en Europe ensuite. Les économistes de l'offre dénoncent en priorité tous les obstacles qui se dressent sur la route des entreprises et des ménages et qui limitent leurs efforts productifs : c'est le cas des réglementations étatiques abusives et étouffantes (comme le blocage des prix ou des revenus) et surtout de la pression fiscale. C'est Arthur Laffer qui, dans sa célèbre courbe, a montré qu'une forte pression fiscale ou parafiscale paralysait toute l'activité, décourageait la production, l'investissement, l'épargne, la créativité,



✓ **L'école des « choix publics »**

Dans les années 1950, alors que les politiques keynésiennes connaissent un succès grandissant, un courant libéral se développe aux Etats-Unis, qui conteste l'idée que les politiques d'intervention de l'Etat dans l'économie sont mises en place au nom de l'intérêt général. Les chefs de file de ce courant, James Buchanan, Gordon Tullock et Anthony Downs notamment, s'attachent à démontrer les limites des politiques économiques menées par l'Etat en soulignant les motivations individuelles de l'administration. Ils dénoncent alors l'énorme croissance de l'Etat-Providence, source de dysfonctionnement du système économique, et l'augmentation trop forte des prélèvements obligatoires qui s'ensuit et que l'Etat exige des contribuables pour exister, se développer et rembourser sa dette.

✓ **La nouvelle école keynésienne**

Les nouveaux keynésiens vont relever le défi lancé par l'école des anticipations rationnelles et de la nouvelle macroéconomie classique à la théorie de la synthèse néo-classique. Gregory Mankiw considère la Théorie du déséquilibre comme constituant la première vague de la nouvelle économie keynésienne. La seconde vague représentée par Stanley Fischer a cherché à intégrer les anticipations rationnelles dans un contexte de déséquilibre de marché, tandis que l'objectif de la troisième vague a été de comprendre pourquoi certains marchés sont déséquilibrés.

La « nouvelle économie keynésienne » (NEK) peut à son tour être présentée comme la contre-réaction keynésienne à cette nouvelle économie classique ; le choix du terme « nouveau (nouvelle) » sert alors à désigner les adversaires privilégiés. La NEK aurait donc parfaitement intégré et assimilé les critiques des anticipations rationnelles, à savoir la nécessité d'observer en détail ce qui se passe au niveau des comportements individuels. Mais il s'agit pour ce courant de faire (ré)

apparaître, sur la base de comportements microéconomiques pourtant rationnels, les résultats keynésiens concernant la politique économique : on parle ici de fondements microéconomiques de la macroéconomie keynésienne.

✓ **L'école de la régulation**

La théorie de la régulation est généralement classée parmi les écoles « gauchistes »¹⁷. Ses explications des cycles longs par les structures de l'économie la rendent populaire au sein de l'aile la plus à gauche de la profession d'économiste. Cette popularité, dont l'influence se répercute sur les enseignants du secondaire, en fait un incontournable de la pensée économique contemporaine.

✓ **La nouvelle économie : un débat crucial**

La nouvelle économie¹⁸, notion apparue ces dernières années, correspond à l'ensemble des mutations observées et qui touchent à la fois les biens et les services mais également les processus de production. La nouvelle économie est généralement associée à la diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la mesure où ces dernières sont grandement à l'origine de ces mutations.

Le rôle joué par les technologies de l'information et de la communication a fait l'objet de nombreux débats. C'est ainsi que Solow, à travers le paradoxe de la productivité, formule l'idée que: « les ordinateurs sont partout sauf dans les statistiques de productivité ». Ainsi, la croissance sans inflation ni chômage s'expliquerait, aux Etats-Unis, par le fonctionnement du marché du travail. Le faible taux de syndicalisation ne permet pas de réduire la grande flexibilité des rémunérations entraînant ainsi une progression modérée des salaires.

¹⁷ Michel Aglietta et Robert Boyer, tous deux polytechniciens, socialistes et anciens fonctionnaires de l'INSEE, en sont ses principaux instigateurs et un des pères de l'école de la régulation.

¹⁸ Pour plus de détails voir JEAN LONGATTE ET PASCAL VANHOVE « Economie Générale » Edition DUNOD, Paris 2009.

La faiblesse de l'inflation serait la conséquence, également, de la baisse des taux d'intérêts qui a considérablement réduit les charges financières des entreprises. De même la baisse de prix des matières premières a eu un effet désinflationniste certain. Mais le phénomène que constitue la croissance américaine s'explique également par les politiques économiques menées au cours de ces dernières années.

Nouvelle économie et marchés financiers

Le développement des technologies de l'information et de la communication s'est appuyé sur le développement des marchés financiers et plus précisément du Nasdaq, aux Etats-Unis, ou du nouveau marché, en France. Mais, il a également été à l'origine de nouvelles pratiques et s'est traduit par l'apparition de nouveaux acteurs, aux premiers rangs desquels les sociétés de capital-risque. Les sociétés jeunes pousses (startup) ont vu leur valeur en bourse s'apprécier considérablement. Cette valorisation s'explique par le mode de développement spécifique de ces entreprises puisque si des investissements très lourds sont engagés lors de leur lancement, par la suite, le « coût » pour conquérir un nouveau client est faible et par conséquent la marge dégagée forte (on parle d'ailleurs de rendement croissant).

En avril 2000, la nouvelle économie connaît un coup d'arrêt avec ce que l'on a appelé l' « E-krash ». En a peine un mois, les valeurs technologiques perdent 2 000 points. Cette crise s'explique par le ralentissement de la croissance américaine qui réduit encore un peu plus les perspectives de bénéfice des entreprises technologiques. De plus, le retrait de certains opérateurs importants a généré un phénomène de mimétisme qui a accéléré la chute des valeurs...

✓ Une nouvelle économie durable?

Même si le krach sur les valeurs technologiques est un coup d'arrêt important, il peut également être analysé comme une période de transition qui a permis un assainissement puisqu'il ne reste que les entreprises les plus solides et les projets les

plus sérieux, De plus, la nouvelle économie existe toujours puisque le commerce électronique a encore progressé de 70 % au COÛTS de l'année 2003, les ventes en ligne atteignant, à l'échelle mondiale, 290 milliards de dollars. La question reste posée de savoir si l'Europe a la possibilité de rentrer véritablement dans la nouvelle économie. En effet, l'Union européenne reste en retard par rapport aux Etats-Unis en volume de transactions réalisées sur Internet ou en matière de recherche et développement.

Le Japon, pour sa part, éprouve encore de nombreuses difficultés à sortir de la crise et mise sur la nouvelle économie pour relancer durablement la croissance. L'ambition du gouvernement japonais est de créer, à l'horizon de 5 ans, un « e-Japan » capable de rivaliser avec les Etats-Unis.

Enfin, de nouvelles évolutions technologiques vont certainement favoriser l'expansion. On pense, dans un premier temps, à l'UMTS (Universel Mobile Télécommunication System) dont les premières tentatives pour associer Internet et téléphonie mobile semblent prometteuses. Dans le même temps, les biotechnologies semblent confirmer leurs perspectives de développement,

Le développement « durable » ou « soutenable » : « Répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la possibilité de répondre à ceux des générations à venir » Rapport Brundtland 1987 – entérinée par le Sommet de Rio en 1992. Les trois dimensions intimement liées sont : écologique, sociale, économique. Et les trois grandes approches économiques: en terme de marché: « croissance soutenable », en terme de refus du développement: « décroissance », en terme d'un autre type de développement: « bio économie ».

III. LES SYSTEMES ECONOMIQUES

Le problème de la répartition des richesses créées, comme celui de leur obtention, n'a pas eu la même solution partout dans le monde. Les principes sur lesquels se fondent les réponses à ces grands problèmes constituent un système économique. Par contre, il faut désormais éviter la hausse des revenus de base car ils augmentent les coûts de production des entreprises et de ce fait, les prix des produits, ce qui pénalise leur compétitivité-prix.

Un système économique est un schéma d'organisation sociale de la production, la distribution et la consommation des biens et services. Le système économique mis en place dans un pays a une grande influence sur le niveau de vie de ses habitants, sur le niveau des inégalités (politique de redistribution plus ou moins poussée), sur les relations avec les autres pays (ouverture économique) et sur la puissance économique.

Les systèmes économiques varient en fonction des régions et des époques. Les pays occidentaux suivent aujourd'hui une organisation fondée sur le capitalisme. Le système économique des pays de l'ex-Bloc de l'Est était fondé sur les principes de l'économie communiste.

A. le système capitaliste

Complément: économie de marché = capitalisme?

Oui, disent certains: «Capitalisme= système économique: propriété privée moyens de production+ rôle du marché (concurrence) + importance initiative individuelle (n'excluant pas totalement l'état)+ recherche et réinvestissement systématique du profit (dico Nathan)

D'autres différencient:

- économie de marché = propriété privée moyens de production + échange de marchandises

- capitalisme = économie de marché + production (industrie/services)+ profit
- + accumulation de capital
- + rôle de l'état (« Sciences Humaines – HS n°3 1993)

Le système capitaliste

Institutions	Objectifs	Mécanismes
Propriété privée des moyens de production. Libéralisme économique: liberté de vendre, d'entreprendre, d'acheter. Rôle de l'Etat réduit à son minimum	Recherche de l'intérêt individuel et du profit	Systeme régulé par le marché, par la loi de l'offre et de la demande Cette structure de régulation découle du libéralisme

Caractéristiques du capitalisme

Liberté d'entreprendre avec les risques associés, éventuellement pondérés par les systèmes assurantiels ;

appropriation privée possible de services (par exemple : fourniture d'eau) et de ressources naturelles (plus ou moins difficilement, lentement ou couteusement renouvelables, voire non-renouvelables (par ex. : cas d'une espèce qui disparaîtrait suite à surexploitation) ou non renouvelable aux échelles humaines de temps ; pétrole ou charbon par exemple) ; propriété privée des moyens de production ; une certaine liberté des échanges économiques ;

recherche du profit, pour notamment rémunérer des actionnaires et/ou compenser leurs prises de risque ; possibilité d'accumulation de capital et de spéculation ; salariat et développement d'un « marché du travail ».

B. le système socialiste

Le système socialiste

Institutions	Objectifs	Mécanismes
Propriété collective des moyens de production Dictature du prolétariat par le biais d'un parti unique	Une société sans classe où chacun peut satisfaire ses besoins	Régulation de l'activité économique par un plan impératif Contrôle du commerce r par l'Etat

L'histoire du système socialiste et les bouleversements récents ont montré les limites de ce type d'organisation et les dysfonctionnements inévitables liés à une régulation économique centralisés entre les mains d'un Etat

Chapitre III. L'économie et les autres sciences

Les économistes ont développé leur réflexion en liaison étroite avec d'autres disciplines : la géographie, la sociologie, l'environnement.

I. l'économie de l'environnement

L'environnement constitue aujourd'hui un domaine pluridisciplinaire, dépassant la seule compétence des spécialistes physiques et naturelles. L'économie d'environnement traite des relations entre l'économie sociale et les systèmes écologiques qui l'entourent. Au sens large, elle comprend aussi l'économie des ressources naturelles.

Après avoir définir le concept de l'économie de l'environnement, nous allons présenter les concept clés de cette dernière , puis donner un petit aperçu sur les grands courants de pensée en économie de l'environnement ,et enfin traiter le développement durable, comme une coopération entre environnement et développement.

A. Concepts clés de l'économie de l'environnement

L'économie de l'environnement traite des défaillances du marché dues à l'usage des actifs naturels en recourant à plusieurs concepts anciens et nouveaux de l'économie.

1. Ressources naturelle ou actifs naturel

Une ressource naturelle ou actifs naturel, désigne les bien non productibles mais ayant une utilité pour l'homme. Plus précisément; Glodier (1984) indique qu'une réalité naturelle e devient un ressource pour l'homme que par l'effet combiné de deux conditions : qu'elle puisse directement ou indirectement répondre à un besoin

humain ; que l'homme dispose des moyen techniques de la séparer du reste de la nature et de la faire servir à ses fins.

A partir de ces considérations, on peut définir une ressource naturelle, comme un élément de l'environnement qui fournit des biens et services utiles, qui puisse être exploité et qui est dépendant des mécanismes naturels pour son abondance et sa distribution.

2. Ecosystème

Un écosystème désigne l'ensemble dynamique formé par une communauté de plants, d'animaux et de micro-organismes et son environnement non biologique, tout interagissant comme une même unité fonctionnelle. Les écosystèmes comprennent notamment les désert, les récifs coralliens, les zones humide, les forets tropicales, les parcs urbains, les terres cultivées, etc.¹⁹

3. Services éco systémiques

Les services rendus par les écosystèmes sont les bienfaits que les humains et autres organismes vivants tirent des écosystèmes. Parmi ceux-ci, on peut citer : denrées alimentaires, eau douce, régulation du climat, protection contre les risques naturels control de l'érosion, ingrédients pharmaceutiques et loisirs.

B. Les grands courants de pensée en économie de l'environnement²⁰

La qualité environnementale devenant rare, l'économie de l'environnement a pris un essor que nul n'aurait pu prédire jusque dans les années 1960.

La réalisation de problèmes environnementaux (l'acidification de l'air, des sols et des eaux, de l'accumulation de déchets solides et de la pollution thermique), durant les années 1960-1970 n'a pas inquiété outre mesure les économistes qui avaient un cadre conceptuel et des outils analytiques prêts à étudier ces problèmes: l'économie

¹⁹ Fidoline Ngo Nonga « économie de l'environnement : outils de gestion économique de la biodiversité » ;Harmattan 2009.

²⁰ Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie (IEPF) « Economie de l'environnement et des ressources naturelle », numéros 66-67 –1er et 2e trimestres 2005.

néoclassique, en particulier l'économie du bien-être, avec les politiques publiques qui en découlent consistant en instruments de régulation ou de marché (Baumol et Oates, 1988). La pollution est une externalité liée à une défaillance de marché qui peut être diminuée, voire supprimée, par un éventail d'instruments comme les impôts (taxe de Pigou), les normes, les permis et les interdictions. Avant d'utiliser ces instruments, Coase (1960) argumente de façon convaincante que les externalités peuvent disparaître si les droits de propriété sont bien établis en l'absence de coûts de transactions.

Depuis les années 1990, les instruments économiques ont pris de l'importance. De nouveaux instruments en sus de la régulation et de l'incitant économique du type volontaire sont apparus, comme l'éco certification, et récemment la divulgation de l'information.

L'approche néoclassique est vite apparue limitée devant l'ampleur qu'a prise la question environnementale dans le développement de la planète. Même s'il reste encore certains écologistes sceptiques (Lomborg, 2004), l'opinion publique comprend mieux qu'auparavant les tenants et aboutissants du problème créé par l'explosion démographique et la croissance économique. Les objectifs de protection de l'environnement et de développement économique sont plus difficilement conciliables que complémentaires et nécessitent des politiques élaborées. Un choix s'impose alors souvent entre l'utilisation ou la non-utilisation d'une ressource naturelle. Les réponses des économistes ne donnent pas toujours une solution à ce problème de choix. Dans un modèle à deux périodes, Olson (1990) montre que l'information et l'apprentissage ne permettent pas toujours de faire un choix entre préservation ou utilisation d'une ressource comme input dans un processus de production.

Les décisions d'utilisation de ressources environnementales sont souvent effectuées dans un contexte incertain (Neumayer, 1998). L'incertitude peut concerner les bénéfices liés à la non utilisation (ou préservation) d'une ressource dans un

processus de production. Mais elle peut également concerner la productivité de la ressource employée dans un processus de production. Pour chaque option, préservation ou utilisation de la ressource, il existe des effets irréversibles : une consommation réduite de biens produits pour la première option, et une réduction de la ressource naturelle dans le cas de la deuxième option. Le choix peut parfois être plus évident quand la ressource naturelle considérée a fait l'objet d'une valorisation. Tant que les préférences des individus n'ont pas été révélées, les recommandations sont celles de la conservation et de l'application du principe de précaution (Henry, 2002).

Aujourd'hui, l'économie environnementale s'est élargie considérablement pour englober à la fois les aspects transfrontaliers et d'insécurité, mais aussi la dimension intergénérationnelle (temps) et globale (espace) du problème. Enfin, la problématique s'est accrue, liée au développement économique durable et à la qualité de la vie dans les pays en développement et industrialisés. Cependant, même cette économie environnementale élargie ne satisfait pas tout le monde. Les écologistes, les économistes écologiques, certains politologues argumentent pour une durabilité forte sans substituabilité entre environnement et autres acteurs de production et un environnement sans prix (Harou, 1998).

C. Le développement durable, une coopération entre environnement et développement

Dans son principe, le concept « développement durable » réconcilierait donc viabilité économique, protection de l'environnement et équité sociale à l'échelle mondiale. À ces trois « objectifs », des experts des pays du Sud ont ajouté en 2002 (Conférence de Johannesburg) un quatrième : le respect de la diversité culturelle et les échanges nécessaires entre cultures, car le développement concerne toute l'humanité.

Le Maroc a adopté dans sa stratégie de développement le concept de développement durable qui favorise l'équilibre entre les dimensions environnementales, économiques et sociales, avec pour objectifs l'amélioration du cadre de vie des citoyens, le renforcement de la gestion durable des ressources naturelles et la promotion des activités économiques respectueuses de l'environnement. Conformément à ses engagements au niveau international dans le cadre des sommets de la Terre de Rio de Janeiro (1992) et de Johannesburg (2002) et des conventions pertinentes, le Maroc a mis en place les fondements visant à instaurer le développement durable dans le pays à travers plusieurs réformes politiques, institutionnels, juridiques et socio-économiques. Ce processus a été renforcé par l'adoption de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable, dont l'élaboration a été lancée suite aux directives de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, lors de son discours du 30 Juillet 2009.

La concrétisation de ce processus s'est traduite par le processus d'intégration des principes de développement durable dans les stratégies sectorielles, la mise en œuvre de la Stratégie de Mise à Niveau de l'Environnement (MANE) et de l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH), ainsi que le lancement de l'élaboration :

De la Loi Cadre portant Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable, en application des orientations royales du Discours du Trône du 30 Juillet 2010;

De la Stratégie Nationale de Protection de l'Environnement (SNPE) : qui vise à prendre en considération l'environnement dans l'ensemble des secteurs et à renforcer la mesure des performances environnementales et introduire l'évaluation environnementale stratégique des politiques, plans ou programme à tous les niveaux.

De la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) : vise à fixer les grandes orientations et le cadre stratégique au sein duquel les politiques, les réformes, les plans et les programmes sectoriels, seront définis, harmonisés et révisés dans une perspective d'amélioration continue. Elle permettra également la mise en place d'un nouveau cadre législatif et réglementaire et la poursuite de la mise à niveau environnementale.²¹

Le Développement Durable se veut un processus de développement qui concilie l'écologie, l'économie et le social et établit un cercle vertueux entre ces trois pôles. C'est un développement économique efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable. Il est respectueux des ressources naturelles et des écosystèmes, support de la vie sur terre, qui garantit l'efficacité économique, sans perdre de vue les finalités sociales du développement que sont la lutte contre la pauvreté, contre les inégalités, contre l'exclusion et la recherche de l'équité. Une stratégie de développement durable doit être gagnante de ce triple point de vue, économique, social et écologique.

II. l'Economie sociale

L'économie sociale et solidaire est redevenue une économie d'actualité : face aux impasses du modèle économique dominant (croissance des inégalités et de l'exclusion, délitement du lien social, dégradation structurelle de notre environnement, dérèglements économiques et financiers), elle représente aujourd'hui diverses formes de réponses alternatives crédibles. Ainsi se développent depuis la fin du XXe siècle, de nouveaux champs d'activité répondant à de nouveaux besoins sociétaux tels le commerce équitable, l'insertion par l'activité économique, l'épargne solidaire...

²¹ <http://www.minenv.gov.ma> site du Ministère déléguée auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement chargé de l'Environnement.

A. Généralité sur l'Economie Sociale et solidaire :

L'économie sociale se donne pour objectif de faire vivre des initiatives économiques et sociales fondées sur des principes autres que la rentabilité et la rémunération du capital. Définie par le statut de ses acteurs (coopératives, associations, mutuelles), elle se caractérise par la liberté d'adhésion, la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus (non-rémunération du capital), l'indépendance à l'égard des pouvoirs publics et la gestion interne démocratique. Plusieurs penseurs et réformateurs y sont généralement associés : Robert Owen, fondateur du mouvement coopératif en Angleterre, Charles Fourier, penseur des phalanstères (ensemble de bâtiments à usage communautaire), Philippe Buchez, sociologue à l'origine des associations ouvrières de production, Louis Blanc, créateur des ateliers sociaux ou encore Pierre Joseph Proudhon, inspirateur du mutuellisme et de l'autogestion.

L'économie solidaire Puisant ses racines dans l'économie sociale, elle s'est développée sur des bases militantes à partir des années 1970 dans un contexte marqué par la crise économique et le chômage. Elle cherche à répondre aux besoins non satisfaits et aux limites des politiques traditionnelles en proposant de nouveaux modes de production et d'alternatives économiques « solidaires »

Ces deux concepts se mêlent au début des années 2000 pour désigner un ensemble d'activités très diverses qui ont trois points communs : Un projet économique inscrit dans le marché (modèle économique viable, réponse à une demande, création de richesses...) ; une finalité sociale (lutte contre l'exclusion, création d'emplois durables, valorisation d'un territoire...) et enfin une gouvernance participative.

L'économie sociale et solidaire (ESS) est « un ensemble d'initiatives économiques à finalité sociale qui participent à la construction d'une nouvelle façon de vivre et de penser l'économie (...). Elle place la personne humaine au centre du développement

économique et social »²². Les structures qui la composent sont des groupements de personnes, et non de capitaux. Leurs activités peuvent être développées aussi bien en France qu'à l'international.

B. Les spécificités de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) :

L'économie sociale et solidaire est caractérisée par un certain nombre de valeurs et de principes parmi lesquels sont la responsabilité de la personne, la liberté, la solidarité, la démocratie, l'égalité et surtout la recherche du développement des citoyens.

Dans la définition de l'économie sociale et solidaire, on est plutôt dans la recherche de caractérisation par un ensemble de critères socio-économiques. Ces critères, au nombre de trois, ont notamment été définis par Jean-Louis La ville²³, un des grands chercheurs qui a formalisé les principes de l'économie solidaire : l'implication des usagers dans la conception et dans le fonctionnement des services, l'hybridation des ressources, c'est-à-dire la capacité que les initiatives économiques ont à tirer parti à la fois des ressources marchandes, vendre de biens et de services mais aussi des ressources non marchandes, prestations pour les services publics et des ressources dites non monétaires issues de l'engagement de personnes bénévoles ou de prêts en nature qui sont autant de ressources même si leur valeur marchande n'est pas immédiate. Il y a aussi le développement de circuits courts. C'est le fait que ces initiatives cherchent à éviter le recours à des intermédiaires.

C. L'Economie Sociale et Solidaire dans le monde²⁴ :

L'économie sociale et solidaire (ESS) gagne en importance dans plusieurs pays qui y voient une réelle alternative de développement.

La plupart des pays africains ont ainsi mis en place des cadres politiques et juridiques pour promouvoir l'ESS ou confier son développement à des structures

²² Rapport de 2^{ème} Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, octobre 2001, Québec,

²³ Jean-Louis La ville, « *L'économie solidaire : Une perspective internationale* », Edition pluriel, 2001.

gouvernementales. Depuis 2005, le Mali peut, par exemple, compter sur le soutien du Réseau national d'appui à la promotion de l'économie sociale et solidaire (Renapess), chargé de la recherche et du développement de stratégies en faveur de l'ESS. Au Maroc, Le gouvernement marocain veut encourager l'économie sociale et solidaire, considérée comme l'un des piliers de la lutte contre la pauvreté. Le ministère des Affaires générales et de la gouvernance, qui a en charge l'économie sociale et solidaire, auparavant, a annoncé une accélération de la stratégie nationale 2010-2020. Cette dernière vise tout d'abord à encourager la création des coopératives en leur fournissant un accompagnement post-crédation, dans le cadre du programme Mourafaka ; et à faciliter la commercialisation des produits grâce à l'organisation de salons et à la création d'espaces dédiés dans les aéroports et les supermarchés. Côté information et communication, un Observatoire de l'économie sociale et solidaire va être créé, et le secteur aura son portail web dédié. Enfin, l'économie sociale et solidaire sera à l'avenir mieux encadrée par la législation, qui créerait notamment un cadre propice au commerce équitable.

En Afrique du Nord, en 2004, le programme présidentiel « La Tunisie de demain » a été lancé, donnant la priorité aux organisations promouvant une approche solidaire, tandis que la Banque tunisienne de solidarité finance des microprojets du secteur privé. Pour les gouvernements l'économie sociale et solidaire représente également une stratégie clé pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et pour améliorer les conditions de vie.

En Asie, l'économie sociale et solidaire est souvent appelée « économie des gens », « économie compatissante » ou « économie basée sur la solidarité ». En 2007, le premier Forum asiatique de l'économie sociale et solidaire s'est tenu aux Philippines, réunissant les délégués de 26 pays souhaitant échanger sur l'intégration d'une économie asiatique « solidaire » aux politiques de leurs pays. Le Bangladesh constitue d'ailleurs une référence internationale en matière de microcrédit.

L'économie sociale et solidaire prend également de plus en plus de poids en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les politiques publiques en faveur de l'économie sociale et solidaire ont par exemple été légitimées dès 2003 au Brésil, avec la création du Secrétariat national à l'économie solidaire (Senaes) au sein du ministère du Travail et de l'Emploi.

III- L'économie géographique

La concentration de l'activité économique dans l'espace, et l'existence même des villes, est une des régularités empiriques les plus visibles en économie. Il n'est donc pas étonnant que cet aspect géographique de l'économie soit une notion ancienne, comme le montrent les contributions fondatrices de la science régionale de von Thünen (1833), Marshall (1890), Hotelling, (1929), Lösch (1940), ou Hirschman (1958). Il a fallu attendre l'article de Paul Krugman en 1991 pour que cette facette de l'économie connaisse un regain d'intérêt et pour que les mécanismes à la base de ces effets géographiques soient systématiquement étudiés.

Les politiques de développement territorial - en particulier urbain - aussi bien que les politiques d'innovation ont été influencées, depuis une ou deux décennies au moins, par diverses avancées de la science économique. Loin de provenir toutes du cœur de cette science, les avancées sont souvent le fruit de confrontations avec d'autres champs disciplinaires comme la géographie, les sciences humaines et politiques, le management public, etc.

A. Définition et origine de L'économie géographique

L'économie géographique (L'économie géographique ou économie spatiale, ou Économie des territoires est une conception nouvelle de la géographie...) ou économie spatiale, ou Économie des territoires est une conception nouvelle de la géographie (D'un point de vue étymologique, la géographie est l'étude de la surface de la Terre. Le mot, inventé par Ératosthène...) économique.

À partir des travaux historiques de von Thünen (1827) et Christaller (1933), une branche de l'analyse économique s'est peu à peu engagée sur la compréhension des conséquences économiques de l'espace. Initié par Walter Isard, en science (La science (du latin scientia, connaissance) relève Historiquement de l'activité philosophique, et fut pendant...) régionale et William Alonso (1964), en économie urbaine, un nouveau programme de recherche (La recherche scientifique désigne en premier lieu l'ensemble des actions entreprises en vue de produire et de...) se développe.

B. La dimension spatiale de l'économie

La géographie économique étudie la dimension spatiale des activités économiques et de l'économie en général, c'est à dire de la rareté. Dans quelle mesure l'espace est un bien économique et dans quelle mesure les activités économiques se distribuent, se localisent et façonnent l'espace.

Elle traite des distributions et de la dynamique spatiale des activités économiques. Elle analyse l'architecture socio-spatiale qui résulte de l'activité de production, de consommation et de distribution.

La géographie économique intègre le principe économique de la rareté à l'approche spatiale de la géographie donnant lieu au concept de l'efficacité (rapport résultat/effort) et à la théorie de la valeur (de production, d'échange ou d'usage) qui doivent être explicités. Le concept d'utilité (satisfaction retirée de la jouissance d'un bien ou d'un service) est central dans le comportement spatial des agents économiques et dépend de la forme et de la nature de la fonction d'utilité (expression de l'utilité en fonction des variables intégrées) ou du profit (écart recettes-coûts) pour le producteur.

Les faits géographiques et économiques sont interdépendants (P Claval, 1976) qu'il est souvent difficile de les séparer: les économies d'agglomération est un fait

économique qui donne lieu à une forme géographique: l'agglomération spatiale... Ces économies combinent les économies internes (décision interne) aux externalités (gain dû aux décisions extérieures) et les économies d'échelle (gain dû à la taille) et constituent un facteur puissant de localisation. En retour, une forte agglomération génère d'importantes économies. Les interdépendances entre activités peuvent être exprimées par les tableaux d'échange interindustriel ou inter-régional (TEI) par une analyse entrées-sorties qui rend intelligible les problèmes de localisation. Ces économies positives deviennent parfois négatives en dépassant un certain seuil, on parle alors de diséconomie(s) qui sont dues aux rendements décroissants générés par la pollution, la congestion, les problèmes organisationnels.

Bibliographies sélective

Ouvrage:

Serge sur, « Relations internationales », 3ème édition, Paris, Montchrestien, 2003.

Samuelson et Nordhaus. *Économie*. *Economica*, 18^{ème} édition, 2005.

Lecaillon, Lepage. *Economie contemporaine*, De Boeck, 3e édition, 2008.

Jean-Yves Capu « Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales » Edition HATIER paris 2006.

Jacquemin, A., Tulkens, H. et P. Mercier «Fondements de l'économie politique», Bruxelles 2001.

Encyclopédie française Universalis , Paris 2008.

Delas. *Economie contemporaine*, Ellipses, 2008.

Chkoundali Ridha « cours introduction à l'économie 1ère année sciences économiques» université de Tunis institut supérieur de gestion de tunis2006.

Boncoeur et Thouement. *Histoire des idées économiques* (2 volumes). Armand Colin, 2004.

Beitone et al., *Dictionnaire des sciences économiques*, Armand Colin, 2006.

Reuves

- ◆ Problèmes économiques
- ◆ Le Monde de l'économie
- ◆ Alternatives économiques

Site

www.HCP.ma

www.mcinet.gov.ma

www.INSEE.fr

Table des matières

Introduction générale.....	01
Chapitre I. Nature de l'activité économique et objet de la science économique	03
I- Qu'est-ce que l'économie?.....	03
II- Besoins illimités et biens limités	12
III- La science économique: méthodes et préoccupations....	17
 CH II- Les grands courants de la pensée économique	 25
I . LES COURANTS FONDATEURS DE LA PENSEE ECO....	26
II.LA PENSEE ECO CONTEMPORAINE	36
III. LES SYSTEMES ECONOMIQUES	43
 Chapitre III. L'économie et les autres sciences	 47
I. l'économie de l'environnement.....	47
II. l'Economie sociale	53
III- L'économie géographique	57
 Bibliographies sélective	 60